



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 MARS 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

833

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 5 mars 1909, de nommer M. Louis E. Warren, inspecteur des agences des terres et bois de la Couronne, 340, rue Saint-Denis, de la cité de Montréal, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur toute la province.

1323

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 12 mars 1909, d'adjointre à la commission de la paix pour le district de Rimouski : MM. Jean Baptiste Michaud, cultivateur, de Saint-Octave de Mévis, comté de Matane.

District de Montréal. — MM. L. Amédée Dumesnil, notaire, Louis Joseph Tarte, directeur gérant de "La Patrie", Francis Joseph Brady, bourgeois, James Robinson, manufacturier, de la cité de Montréal, Charles Deslauriers, cultivateur, Côte Saint-Rémi, (Pointe Claire), et Aldéric Lesage, médecin, village de Pointe Claire, Ashburnham Cecil McIndoe, trésorier, Montréal Warehousing Company, de Montréal-Ouest, comté de Jacques-Cartier : M. Avila Farand, marchand, de la paroisse de Saint-Clément, du comté de Soulanges.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20 h MARCH, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

834

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of March, 1909, to appoint Mr. Louis E. Warren, inspector of Crown Lands and timber agencies, 340, Saint Denis street, of the city of Montreal, justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the R. S. P. Q. with jurisdiction over the whole province.

1324

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of March, 1909, to associate to the commission of the peace for the district of Rimouski : Mr. Jean-Baptiste Michaud, farmer, of Saint Octave de Mévis, county of Matane.

District of Montreal. — Messrs. L. Amédée Dumesnil, notary, Louis Joseph Tarte, managing director of "La Patrie", Francis Joseph Brady, gentleman, James Robinson, manufacturer, of the city of Montreal, Charles Deslauriers, farmer, Côte Saint Rémi (Pointe Claire), and Aldéric Lesage, physician, village of Pointe Claire, Ashburnham Cecil McIndoe, treasurer Montreal Warehousing Company, of Montreal West, county of Jacques-Cartier : Mr. Avila Farand, merchant, of the parish of Saint Clément, county of Soulanges.

District de Saint-Hyacinthe.—M. Herbert Jewett, gérant de manufactures, de Marieville, comté de Rouville.

District d'Arthabaska.—MM. Charles Fraser, cultivateur, et Richard Wark, commerçant, du village de Leeds, comté de Mégantic.

District de Trois-Rivières.—M. Dolphus Gagnon, cultivateur, de Saint-Joseph de Mékinac, comté de Champlain.

District de Québec.—M. Thomas Pierre Tremblay, de la cité de Québec, voyageur de commerce.

1325

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 16 mars 1909, de nommer MM. Ferdinand Corriveau et François Corriveau, conseillers de la municipalité des cantons unis de Rolette, Panet et Talon, comté de Montmagny, en vertu des dispositions des articles 280 et 327 du code municipal, et en remplacement de MM. Alphonse Bilodeau et Téléphore Nadeau.

La nomination du 9 mars 1909, est révoquée.

1327

Avis du Gouvernement

No 3348-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Mathias, dans le comté de Rouville, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Mathias, les numéros 104 et suivants jusqu'à 112 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Richelieu, dans le même comté.

1309

No 3404-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

En vertu des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'on lui a demandé l'érection de la nouvelle paroisse de Saint-Fabien de Panet, dans le comté de Montmagny, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Panet", comprenant les rangs 1, 2 et 3 du canton Panet, les rangs 6, 7, 8, 9 et 10 du canton Talon et les rangs 6 et 7 du canton Rolette, moins toutefois les lots ayant les numéros 36 et suivants jusqu'à 46 inclusivement de ces deux derniers rangs et des rangs 1, 2 et 3 du canton Panet.

L'avis publié dans la "Gazette Officielle", le 20 et le 27 février dernier, concernant cette érection de municipalité, est retiré.

1307

PROVINCE DE QUÉBEC.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES.

Avis est par le présent donné que l'affermage des deux groupes de forces hydrauliques ci-dessous mentionnés, sera mis à l'enchère dans la salle de vente du département des Terres et Forêts, en cette ville, mardi, le 11 mai prochain, à 10.30 heures de l'avant-midi.

L'affermage sera pour 75 ans, aux conditions stipulées plus bas et à telles autres conditions qui seront communiquées au public, le jour même de l'enchère.

1^o Groupe du "Kai-Kai-Ke" (Rivière des Quinze). Description :—Les forces hydrauliques créées par le rapide du Kai-Kai-Ke, et par les autres rapides et chutes situés en amont, jusqu'au lac des Quinze,

District of Saint Hyacinthe.—Mr. Herbert Jewett, manufactory manager, of Marieville, county of Rouville.

District of Arthabaska.—Messrs. Charles Fraser, farmer, and Richard Wark, trader, of the village of Leeds, county of Megantic.

District of Three Rivers.—Mr. Dolphus Gagnon, farmer, of Saint Joseph de Mékinac, county of Champlain.

District of Quebec.—Mr. Thomas Pierre Tremblay, of the city of Quebec, commercial traveller.

1326

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 16th of March, 1909, to appoint Messrs. Ferdinand Corriveau and François Corriveau, councillors of the municipality of the united townships of Rolette, Panet and Talon, county of Montmagny, in virtue of the provisions of articles 280 and 327 of the municipal code, and to replace Messrs. Alphonse Bilodeau and Téléphore Nadeau.

The appointment of the 9th of March, 1909, is revoked.

1328

Government Notices

No. 3348-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Mathias, in the county of Rouville, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Mathias, the numbers 104 and following up to 112 inclusively, and to annex them to the school municipality of the village of Richelieu, in the same county.

1310

No. 3404-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUEBEC.

In virtue of the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice, that he has been requested to erect the new parish of Saint Fabien de Panet, in the county of Montmagny, into a distinct school municipality, under the name of "Panet", comprising the ranges 1, 2 and 3 of the township Panet, the ranges 6, 7, 8, 9 and 10 of the township Talon, and the ranges 6 and 7 of the township Rolette, minus, however, the lots bearing the numbers 36 and up to 46 inclusively of the two latter ranges, and of the ranges 1, 2 and 3 of the township Panet.

The notice published in the "Official Gazette", the 20th and 27th of February last, respecting such erection of a municipality, is withdrawn.

1308

PROVINCE OF QUEBEC.

LEASE OF WATER-POWERS.

Notice is hereby given that the lease of the two groups of water-powers below mentioned, will be offered at public auction in the sales' room of the department of Lands and Forests, in this city, on Tuesday, the 11th May next, at 10.30 o'clock in the forenoon.

The lease will be for seventy five years on the terms below stipulated and on such other conditions as will be made known to the public on the day of the auction.

1. The "Kai-Kai-Ke" group (River des Quinze). Description :—The water-powers created by the Kai-Kai-Ke rapid and the other rapids and falls situated above it as far as Lake des Quinze, in the

dans le comté de Pontiac, à 12 milles environ du village des Sauvages de Nord Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue; aussi 400 acres de terrain dans le voisinage du dit rapide et du portage du Kai-Kai-Ke, depuis la tête de ce rapide jusqu'à une ligne menée en travers de la rivière des Quinze, à 900 pieds en amont de l'entrée du canal appelé "Bryson Creek", ainsi que tous les terrains qui pourraient être inondés par suite de la construction de barrages destinés à noyer les rapides en amont de celui de Kai-Kai-Ke, et jusqu'au lac des Quinze exclusivement, sans que ces barrages puissent causer le déversement d'une partie quelconque des eaux de la rivière des Quinze dans un autre cours d'eau.

Chute totale, 98 pieds; puissance absolue, à l'eau basse, 32,980 chevaux-vapeur, sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser une somme de \$250,000 en frais de développement des dites forces hydrauliques dans les 3 années qui suivront la passation du bail, à défaut de quoi le bail sera résilié et les paiements faits confisqués.

2° Groupe de "Island Rapids", (rivière des Quinze).

Description:—Les forces hydrauliques que constituent les rapides connus sous les noms de "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" et "Island Rapids", dans le dit comté, à 8 milles environ de Nord Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue, y compris: 1° le lit et les forces hydrauliques de la rivière des Quinze proprement dite, depuis une ligne menée transversalement à cette rivière, à 900 pieds en amont de l'entrée ou tête du "Bryson Creek", jusqu'au prolongement, en travers de la dite rivière, de la ligne séparative des rangs 7 et 8 du canton Guigues; 2° le lit et les forces hydrauliques du "Bryson Creek", canal ou bras de la dite rivière; 3° la grande île qui se trouve entre la rivière des Quinze proprement dite et le dit "Bryson Creek", ainsi que toutes les îles et batteries et tous les îlots et rochers qui se trouvent dans la dite rivière et dans le dit Bryson Creek, entre les deux lignes ci-dessus décrites; 4° une zone de terrain de 10 chaînes (660 pieds) de largeur ou profondeur (mesurée dans la direction nord-sud), le long de la rive nord de la rivière des Quinze et du Bryson Creek, et s'étendant entre les deux lignes ci-dessus décrites; 5° enfin, une zone de terrain, aussi de 10 chaînes de largeur ou profondeur, le long de la rive sud de la rivière des Quinze, entre les deux dites lignes menées transversalement à la rivière.

Tous ces terrains, lit de la rivière des Quinze, lit du Bryson Creek, îles, etc., couvrent une superficie d'environ 3,000 acres.

La différence du niveau qu'il y a dans la rivière des Quinze entre les deux lignes ci-dessus décrites, est de 95 pieds en nombre rond, représentant, à l'eau basse, une puissance absolue de 32,000 chevaux de force; le tout sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser \$300,000 en frais d'exploitation de ces forces hydrauliques dans un délai de 3 années à partir de la date de la passation du bail, sous peine de résiliation de ce bail et de confiscation de tout paiement fait dans le dit délai.

Le gouvernement s'engage à ne pas vendre, d'ici à dix ans, de terrains sur les bords de la rivière des Quinze, sur une largeur ou profondeur d'au moins quinze chaînes (990 pieds), en sus des terrains ci-dessus désignés, depuis le pied des rapides nommés "Island Rapids" jusqu'au lac des Quinze exclusivement, de manière à ce que l'adjudicataire ait, en tout point du rivage, un accès libre à la rivière, et qu'il puisse choisir dans cette étendue les terrains qui seront nécessaires à la parfaite exploitation des dites forces hydrauliques, lesquels terrains, dont la superficie—y compris celle des terrains mentionnés dans les descriptions ci-dessus—ne dépassera pas

county of Pontiac, at about 12 miles from the Indian Village of North Temiscamingue to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains, at Temiscamingue ascend; also four hundred acres of land in the vicinity of the said rapid and of the Kai-Kai-Ke portage, from the head of the said rapid to a line drawn across the river des Quinze, at nine hundred feet above the entry of the channel called "Bryson Creek", together with all the lands that may be flooded in consequence of the construction of the dams intended to submerge the rapids above that of Kai-Kai-Ke and to Lake des Quinze exclusively, without such dams causing any portion whatever of the waters of River des Quinze to overflow into some other stream.

Total head, 98 feet; absolute power at low water, 32,980 horse-power, without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend a sum of \$250,000 on the development of the said water-powers within the three years following the passing of the lease, in default whereof the lease shall be cancelled and the payments made confiscated.

2° "Island Rapids", group (River des Quinze).

Description:—The water-powers formed by the rapids known under the name of "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" and "Island Rapids", in the same county, at about eight miles from North Temiscamingue, to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains of Temiscamingue ascend, including: 1. The bed and the water-powers of the River des Quinze, properly so called from a line drawn across that river at nine hundred feet above the entry or head of "Bryson Creek", to the prolongation across the said river of the division line of ranges 7 and 8 of the township of Guigues; 2. The bed and the water powers of "Bryson Creek", channel or arm of the said river; 3. The large island between the river des Quinze, properly so called and the said "Bryson Creek", as well as all the islands and fore shores and all the islets and rocks in the said river and said "Bryson Creek", between the two lines above described; 4. A strip of land of 10 chains (660 feet) in width or depth (measured in a due north and south direction) along northern bank of the river des Quinze and of "Bryson Creek" and extending between the two lines above described; 5. Lastly, a strip of land also of 10 chains in width or depth, along the southern bank of the river des Quinze, between the two said lines drawn transversely to the river.

All these lands, bed of the river des Quinze, bed of Bryson Creek, islands, etc., covering a superficies of about 3000 acres.

The difference of level in the river des Quinze between the two lines above described is 95 feet in round numbers representing at low water, an absolute power of 32,000 horse-power, the whole without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend \$300,000 on the development and working of these hydraulic powers within a delay of three years from the date of the passing of the lease under pain of rescission of the lease and the confiscation of any payment made in the said delay.

The government binds itself to not sell for ten years from this any lands on the banks of the river des Quinze on a width or depth of at least fifteen chains (990 feet) beyond the lands above designated, from the foot of the rapids called "Island Rapids" to Lake des Quinze exclusively, so that the lessee may, at all points of the bank have free access to the river and that he may choose within that area the lands necessary for the full working of the said water-powers, which lands, whose superficies—including that of the lands mentioned in the above descriptions—shall not exceed 3500 acres for the "Island Rapids" group, and 2000 acres for the

3500 acres pour le groupe de "Island Rapids" et 2000 acres pour le groupe du "Kai-Kai-Ke", feront aussi partie de la propriété affermée.

La mise à prix sera fixée le jour de l'enchère et chaque personne qui voudra se porter enchérisseur devra déposer au département des terres et forêts, avant l'enchère, un chèque accepté de la somme de \$10,000, qui lui sera remis après l'enchère, à moins qu'elle ne soit l'adjudicataire : à cet adjudicataire, la dite somme de \$10,000 sera remise lorsqu'il aura donné la preuve du parfait accomplissement des conditions exigées quant au développement des dites forces hydrauliques, accomplissement qui devra commencer dans les six mois qui suivront la date du bail.

JULES ALLARD,
Ministre.

Département des Terres et Forêts,
Québec, 12 mars 1909.

1353

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 16 mars 1909.

Avis est par le présent donné que le certificat émis le 3 février 1873, attestant que l'Ecole de Réforme de Sherbrooke était en état de recevoir les jeunes délinquants protestants, qui pourraient y être envoyés, en cette province, au nombre de cinquante (50), est révoqué à partir du premier avril 1909.

1329

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. John James Reed, agent de change, Hartland Bridges MacDougall, agent de change, William Frederick Daniels, commis, Gordon Walters MacDougall, Conseil en Loi du Roi, et Lawrence MacFarlane, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Assurer, soucrire, acheter ou acquérir et posséder soit absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et de vendre, hypothéquer, garantir, céder, transférer, ou faire le commerce de meubles et immeubles, et de bons, débetures, stocks, actions et autres garanties de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque incorporée ou de tout autre compagnie dûment incorporée ou en disposer autrement ;

Offrir pour souscription publique des actions, stock, bons, débetures ou autres garanties de toute corporation ou compagnie ;

Promouvoir, organiser, conduire diriger ou agir comme officier de toute corporation ou compagnie ;

Transiger et faire les affaires en général d'agence et de courtage et agir comme agents et courtiers pour le placement, fret, paiement, transmission et perception d'argent, pour le transport et recori des bons, ou débetures, actions ou autres garanties, et pour l'achat, la vente et amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprise, et l'administration, contrôle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, société conjointe, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie fusant ou engagée ou sur le point de faire toutes affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée à engager ou faire et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et de vendre, posséder, émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ou com-

"Kai-Kai-Ke" group, shall also form part of the property leased.

The upset price shall be fixed on the day of the auction and each person desirous of becoming a bidder, must deposit at the Department of Lands and Forests before the sale, an accepted cheque for \$10,000 which will be returned to him after the sale, unless he be the person to whom the property will be adjudged ; to this person the said sum of \$10,000 will be refunded when he shall have given proof of complete compliance with the conditions prescribed as to the development of the said water-powers, which compliance must be commenced within the six months following the date of the lease.

JULES ALLARD,
Minister.

Department of Lands and Forests,
Quebec, 12th March, 1909.

1354

PROVINCE OF QUEBEC.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 16th March, 1909.

Notice is hereby given that the certificate issued the 3rd of February, 1873, attesting that the Reformatory School of Sherbrooke was fitted for the reception of youthful offenders, professing the protestant religion, who might be sent there, in this province, to the number of fifty (50), is revoked from the first of April, 1909.

1330

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1909, incorporating Messrs. John James Reed, stock broker, Hartland Bridges MacDougall, stock broker, William Frederick Daniels, clerk, Gordon Walters MacDougall, King's counsel and Lawrence MacFarlane, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To underwrite, subscribe for, purchase or acquire and hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, hypothecate, pledge, assign, transfer or otherwise dispose of or deal in real and personal property and the bonds, debentures, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of other duly incorporated company ;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities, of any corporation or company ;

To promote, organize, manage, direct or act as officer of any corporation or company ;

To transact and carry on a general agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment transmission and collection of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking, and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To amalgamate with any other company or com-

panies ayant déjà des objets ou en partie semblables à ceux ci-dessus énumérés et prendre des actions d'icelles; garantir l'exécution de contrats par toute personne ou compagnie; vendre, louer l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, y compris les actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, ou en disposer autrement;

Emettre et assigner comme stock payé de la compagnie incorporée par le présent en paiement ou partie de paiement des affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeubles, stock, bons et débetures, ou autre propriété ou droits qui peuvent être légalement acquis en vertu des pouvoirs octroyés;

Prélever et s'aider à prélever de l'argent, et aider, au moyen de bonus, les prêts, promesses, endossements, garantie de bons, débetures ou autres garanties, ou autrement, toute autre compagnie ou corporation; et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Employer aucun des surplus des fonds de la compagnie pour l'achat de ses propres actions et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce, toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou garanties de d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire toute ou aucune des susdites choses comme agents principaux ou procureurs;

Faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets sous le nom de "C. Meredith & Company, Limited," avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1319

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Edward Herbert Brown, de la cité de Westmount, agent d'assurance, Archibald Holmes Ross, ingénieur mécanicien, et Walter Charles Hagar, agent d'assurance, de la cité de Montréal, honorable Francis Edward Gilman, de la cité de Westmount, avocat et conseil en loi du Roi, et Leslie Hale Boyd, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir:

Faire les affaires de buanderie à vapeur ou autre, ensemble avec les affaires de nettoyeurs, teinturiers et réparateurs.

Fournir des articles de toilette et autres, et faire les affaires de tailleurs, et manufacturiers de chemises et de marchandises de lingerie.

Payer pour aucuns biens, droits ou privilèges réclamés par la compagnie ou services rendus à icelle, par l'émission d'actions payées et non cotisables dans le capital action de la dite compagnie.

Entrer en aucune convention pour le partage de profit ou union d'intérêts avec toute autre personne ou compagnie faisant ou étant sur le point de faire toutes affaires semblables aux objets de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement tous ou aucune partie des biens, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne ou compagnie faisant des affaires semblables à celles devant être faites par cette compagnie, et de payer pour iceux si on le désire par l'émission d'actions payées en non-cotisables dans le capital action.

Souscrire, prendre et posséder des actions, bons, débetures ou autres garanties dans toute compa-

panies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated and to take shares therein; to guarantee the performance of contracts by any person or company; to sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may see fit, including shares, debentures or securities of any other company;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted.

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation; and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To use any of the surplus funds of the company for the purchase of its own shares and to distribute among the shareholders of the company, in kind, and property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the above things as principals agents or attorneys;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "C. Meredith & Company, Limited", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the provincial secretary, this eleventh day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1320

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March 1909, incorporating Messrs. Edward Herbert Brown, of the city of Westmount, insurance agent, Archibald Holmes Ross, mechanical engineer, and Walter Charles Hagar, insurance agent, of the city of Montreal, Honorable Francis Edward Gilman, of the city of Westmount, advocate and King's counsel, and Leslie Hale Boyd, advocate and King's counsel, of the city of Montreal, for the following purposes, viz:

To carry on the business of a steam or other laundry together with the business of cleaners, dyers and repairers.

To supply and furnish toilet and other articles and carry on the business of tailoring and shirt and linen goods manufacturers.

To pay for any property rights or privileges claimed by or services rendered to the company by the issuing of fully paid and non assessable shares in the capital stock of the said company.

To enter into any agreement for shares of profit or union of interests with any other person or company carrying or about to carry on any business similar to the object of this company.

To purchase or otherwise acquire all or any part of the assets, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on a business similar to that to be carried on by this company, and to pay for the same if desired by the issuing of fully paid and non assessable shares in the capital stock.

To subscribe for, take and hold the shares, bonds, debentures or other securities in any company

gnie incorporée pour objets semblables à ceux pour lesquels cette compagnie est incorporée.

Acheter, vendre, échanger et hypothéquer des immeubles.

Faire en général les affaires en gros et en détail comme marchands et commerçants, sous le nom de "The Royal Arms Laundry Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1297

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 mars 1909, constituant en corporation MM. Jean Baptiste Théophile Lafrenière, notaire, Joseph Cardin, entrepreneur, Joseph Célestin Avila Turcotte, commerçant, Pierre Joseph Arthur Cardin, avocat, tous quatre de la cité de Sorel, et David Chevrier, commerçant, du village de Saint-Joseph de Sorel, pour les fins suivantes :

Fabriquer et manufacturer, fondre ou autrement préparer, confectionner, faire et parachever tous ouvrages, machines, outils et instruments, engins et chaudières, et tous autres articles, objets et pièces en bois, fonte, cuivre, fer ou acier ; construire, ériger et bâtir, réparer, faire et parachever, tous bâtiments et constructions, chaussées, écluses, canaux et ponts, quais, brise-lames et digues, estacades et docks, chalands, dragues et bateaux, édifices, usines et moulins, lignes et réseaux électriques ; entreprendre, faire et exécuter tous travaux en macadam et béton, d'empierrement et de pavage, de dragage et d'excavation ; acheter, produire, vendre et distribuer l'électricité et le gaz dans les limites des comtés de Richelieu et d'Yamaska ; agir comme ingénieurs - mécaniciens et agents manufacturiers et faire le commerce de tous appareils et articles, objets et pièces en cuivre, fonte, fer ou acier ; faire le commerce de sable et gravier, pierre, bois et grain, et de toute sorte de matériel, machines, instruments, outils, appareils, provisions, et de toute autre chose ayant rapport aux employés et aux opérations de la compagnie ; et aux fins ci-dessus, acquérir, posséder, louer ou autrement occuper, construire, bâtir et exploiter, vendre ou autrement, transférer tous immeubles, manufactures, usines, magasins et entrepôts, pouvoirs d'eau et électriques, droits de passage, lignes et réseaux électriques, canaux et quais, chalands, dragues et bateaux, terres à sable, puits à gaz, limites à bois, moulins à moudre les grains, à scier et préparer le bois, à broyer la pierre et les métaux ; acquérir, posséder, louer ou autrement obtenir, exploiter, vendre ou autrement céder, tous brevets d'invention, droits de propriété, licences, marques de commerce, franchises et pouvoirs ; acquérir et posséder, vendre et transférer tous bons, garanties et actions de toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et céder tous contrats, reprises et propriétés de la compagnie pour les obtenir ; s'allier avec toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et permettre à toute telle compagnie d'être actionnaire de cette compagnie, sous le nom de "Compagnie Industrielle de Sorel", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1321

Secrétaire de la province.

incorporated for purpose similar to the purposes for which this company is incorporated.

To buy, sell, exchange and hypothecate real estate.

To carry on a general retail or wholesale business as merchants and traders, under the name of "The Royal Arms Laundry Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this eleventh day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1298

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th of March, 1909, incorporating Messrs Jean Baptiste Théophile Lafrenière, notary, Joseph Cardin, contractor, Joseph Célestin Avila Turcotte, trader, Pierre Joseph Arthur Cardin advocate, all four of the city of Sorel, and David Chevrier, trader, of the village of Saint-Joseph de Sorel, for the following purposes :

To manufacture and make, mould or otherwise prepare, execute, construct and complete all works, machinery, tools and implements, engines or boilers, and all other articles, objects and pieces in wood, casting, copper, iron or steel ; to construct, erect and build, repair, make and finish, all buildings and constructions, roadways, sluices, canals and bridges, wharves, break-waters, dams, booms and docks, lighters, dredges and vessels, buildings, workshops and mills, electric lines and wires ; to undertake, do and execute all macadam, concrete, stone, paving dredging and excavation works ; to purchase, produce, sell and distribute electricity and gas within the limits of the counties of Richelieu and Yamaska ; to act as mechanical engineers and manufacturers agents, and trade in all apparatus and articles, objects and pieces in copper, castware, iron or steel ; to trade in sand and gravel, stone, wood and grain, and in all kind of material, machinery, implements, tools, apparatus, provisions, and anything else connected with the employments and operations of the company ; and for the above purposes, to acquire, hold, lease or otherwise occupy, construct, build and operate, sell or otherwise transfer, all immovables, factories, workshops, stores and warehouses, water and electric power, rights of way, electric lines and wires, canals and wharves, lighters, dredges and vessels, sand lands, gas wells, timber limits, grain, saw, stone and metal crushing mills ; to acquire, hold, lease or otherwise obtain, operate, sell or otherwise cede, all patents of invention, property rights, licenses, trade marks, franchises or powers ; to acquire and hold, sell and transfer, all bonds, securities and shares of any company having objects similar to those of the said company and transfer all contracts, undertakings and properties of the company to obtain them ; to amalgamate with any other company having objects similar to those of this company and to permit any such company to be a shareholder of this company, under the name of "Compagnie Industrielle de Sorel", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Sorel.

Dated at the office of the secretary of the province this tenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1322

Provincial secretary.

No 67.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Edouard de Wakefield, comté d'Ottawa, les lots Nos 28 et 30, du XI^e rang du canton de Wakefield, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Portland Ouest", dans le même comté.

1289.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Xiste Théodore Déforme, bijoutier, Olivier Chrysostôme Morissette, marchand de bois, Joseph Wilfrid Lévesque, marchand de bois, Léonidas Charles Bachand, médecin, Frédéric Bertrand, médecin, Donat Oscar E. Denault, commerçant, Georges E. Déforme, plombier, Henri H. Langlois, agent d'assurance, Joseph Alfred Bouthillier, commis voyageur, Alfred Z. Pinsonneault, photographe, Nérée Lacroix, commerçant, et Joseph Lemieux, commis, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants, savoir :

Faire les affaires de manufacturiers d'horloges, montres, épinglettes, épingles à médaillon, bracelets, chaînes pour colliers et pour montres, et toute sorte de bijouteries et autres articles semblables y ayant rapport, et toute sorte de fournitures, outils, machines pour bijoutiers, horlogers et fabricants de montres, et de manufacturer, vendre et faire le commerce de tous les articles nécessaires à la manufacture, vente et disposition d'iceux.

Acheter ou acquérir autrement de toute personne, société ou association, ou corporation toutes autres affaires, intérêt ou clientèle, droits et propriété d'iceux, ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie, et de posséder, vendre les biens meubles et immeubles ainsi acquis, ou en disposer.

Demander, obtenir, enregistrer et tenir, posséder, employer, mettre en opération et introduire des marques de commerce, noms de commerce, marques distinctives, dessins industriels employés en rapport et appartenant aux affaires de la dite compagnie.

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs nécessaires, convenables et propres à la mise en opération des objets pour lesquels la dite compagnie est incorporée, s'amalgamer avec d'autres compagnies, sous le nom de "The Sherbrooke Jewellery Company", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1219.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières, de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. George R. Lightall, de la cité de Westmount, notaire, Frederick Bacon et Thomas Bacon, marchands, Richard Kerry, médecin, et Allan R. Oughtred, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux.

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre

No. 67.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of municipalities

Application is made to detach from the school municipality of Saint Edouard of Wakefield, county of Ottawa, the lots Nos 28 and 30, of the eleventh range of the township of Wakefield, and to annex them to the school municipality of "Portland West", in the same county.

1290

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1909, incorporating Messrs. Xiste Théodore Déforme, jeweller, Olivier Chrysostôme Morissette, lumber dealer, Joseph Lévesque, lumber dealer, Léonidas Charles Bachand, physician, Frédéric Bertrand, physician, Donat Oscar Denault, trader, Georges E. Déforme, plumber, Henri H. Langlois, insurance agent, Joseph Alfred Bouthillier, commercial traveller, Alfred Z. Pinsonneault, photographer, Nérée Lacroix, trader, and Joseph Lemieux, clerk, all of the city of Sherbrooke, for the following purposes, viz :

To carry on business as a manufacturer of clocks, watches, stick pins, broches, bracelets, neck and vest chains, and of all kinds of jewellery and other articles similar thereto and all kinds of jewellers' clock-makers' and watch-makers' supplies, tools, machinery, and to manufacture, sell and deal in all articles entering into the manufacture sale and disposition thereof.

To purchase or otherwise acquire from any person, firm or association or corporation any other business or interest or good-will, rights and property thereof, having objects similar to those of the present company, and to hold, sell or dispose of property real or personal as acquired.

To apply for, obtain, register and to hold, own, use, operate and introduce trade-marks, trade-names, distinctive marks, industrial design used in connection with and pertaining to the business of the said company.

To do all things and exercise all powers necessary suitable and proper for the carrying on of the objects for which the company is incorporated, to amalgamate with other companies, under the name of "The Sherbrooke Jewellery Company", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the provincial secretary's office, this fourth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary

1220

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1909, incorporating Messrs. Georges R. Lightall, of the city of Westmount, notary, Frederick Bacon and Thomas Bacon, merchants, Richard Kerry, physician, and Allan R. Oughtred, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals.

Carry on all operations by which the soil, earth, rock and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised.

manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits mécaniques, droits de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elles a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts révisés en la manière prescrite dans les dits articles.

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers.

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement des minerais, de terrains, de marchandises, ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débiteurs, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes.

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux-ci énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, et que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle dans l'excédant du montant du prix payé ou consenti à être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Cobalt Island Company, Limited", avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1909.

JOS. BOIVIN,

1231.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Isaac Elias Hyman, marchand, Horatio Joseph Hyman, marchand, Herbert M. Levine, manufacturier, Sydney N. Levine, manufacturier, et Joseph J. Levine, voyageur, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux.

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir exploiter sur ses pro-

washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof.

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mechanical rights, preemption rights, or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes.

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations.

Exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed.

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products.

Receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof.

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto.

Do all such acts and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, and that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares under the name of "The Cobalt Island Company, Limited," with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of March, 1909.

JOS. BOIVIN,

1232 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1909, incorporating Messrs. Isaac Elias Hyman, merchant, Horatio Joseph Hyman, merchant, Herbert M. Levine, manufacturer, Sydney N. Levine, manufacturer, and Joseph J. Levine, traveller, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals.

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof.

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes.

To build, maintain and exploit upon its own pro-

priétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, barrages, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts refondus en la manière y prescrite :

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débetures, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Starlight Mining Smelting and Developing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1251

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 30 janvier 1909.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le seizième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-troisième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trentième jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS,
633-6 *Greffier de la Couronne en Chancellerie.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

per'y or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations.

Exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed.

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products.

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof.

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charge appertaining thereto.

To do all such acts and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of Starlight Mining Smelting and Developing Company, with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1252

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 30th January, 1909.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the sixteenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty third day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirtieth day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,
634 Clerk of the Crown in Chancery.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur la public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL.

835

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

Tout demandeur de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en outre des clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts révisés concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités

pany, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL.

836

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from

et v'iles, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 50 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

837

Demandes à la Législature

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, concernant les rôles de perception pour l'expropriation des rues McKay, Lemoine et Hutchison; ainsi que pour faire ratifier certains arrangements intervenus entre la compagnie du Pacifique, "The Montreal Land & Improvement Company Limited," et la cité de Montréal, au sujet d'un égout construit sur la rue Nicolet, de la rue Ontario à la rue Nolan; pour agrandir le parc LaFontaine, sur le côté est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste et dans le quartier Sainte-Marie, à l'ouest de l'avenue Papineau; pour l'élargissement de l'avenue Papineau; pour l'expropriation pour le boulevard Saint-Laurent, depuis la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve Saint-Laurent; pour l'agrandissement du parc Mont-Royal, par l'achat de la propriété Redpath; pour l'expropriation des terrains pour élargir la rue Sherbrooke, depuis l'avenue Papineau jusqu'aux limites est de la cité; rôles de cotisations pour répartir la moitié du coût du canal d'égout construit rue Iberville, au sud et au nord de la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'à la rue Masson; pour ouvrir l'avenue Laurier, depuis la section de cette rue dont la ville est propriétaire, jusqu'à la rue Bréboeuf inclusivement, et faire une répartition pour en payer le coût; ouvrir la rue Elizabeth depuis la rue Fullum jusqu'à la rue Dufresne, et en répartir le coût; rôle de répartition pour le coût de prolongement de la rue Gauthier, (propriété de madame Mann); vente de certains terrains faisant partie du parc Mont Royal, coin des avenues des Pins et du Parc; empêcher les municipalités, dans l'Île de Montréal, d'accorder des franchises, droits et privilèges, sans le consentement de la cité de Montréal; élargir la rue Dorchester, sur le côté nord-ouest, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Cadieux; pour acheter la compagnie "Montreal Water & Power."

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Hôtel-de-Ville.

Mont 6al, 8 mars 1909.

1223.2

Avis est par le présent donné que C. A. Massé, Bruno Charbonneau, A. H. Harde, H. Pinet, Arthur Roy, P. E. Clément, A. Dessane, W. H. Wyse, J. E. Légaré, Eugène Séguin, Jules A. Jacob, tous voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, et Elzéar Falardeau, voyageur de commerce, de la ville de Maisonneuve, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

838

Applications to the Legislature

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Legislature, at its present session, for amendments to its charter, concerning the tax rolls for the expropriation of McKay, Lemoine and Hutchison streets; for the ratification of certain agreements entered into between the C. P. R. Co., the Montreal Land & Improvement Co., Limited, and the city of Montreal, in connection with a sewer constructed in Nicolet street, from Ontario to Nolan streets; for the enlargement of Lafontaine park, east side, by expropriating the immovables situated in Saint Jean-Baptiste ward and Saint Mary ward, west of Papineau avenue; for the widening of Papineau avenue; for the expropriation for the extension of Saint Lawrence Boulevard of certain properties between Notre-Dame street and the river Saint Lawrence; for the enlargement of Mont Royal park, by the purchase of the Redpath property; for the expropriation of certain lots of land for the purpose of widening Sherbrooke street, from Papineau avenue to the eastern limits of the city; assessment rolls for the apportionment of one half of the cost of the sewer constructed in Iberville street, south and north of C. P. R. track to Masson street; for the opening of Laurier avenue, from that section of such street owned by the city to Bréboeuf street, inclusive, and apportionment roll to pay the cost thereof; opening Elizabeth street, from Fullum street to Dufresne street, and apportioning the cost thereof; apportionment roll for the cost of extending Gauthier street (Mrs. Mann's property); sale of certain lots of land forming part of Mount Royal park, at the corner Pine and Park avenues; preventing the municipalities, in the Island of Montreal, granting any franchises, rights or privileges without the consent of the city of Montreal; widening Dorchester street, north west side, between Saint Lawrence boulevard and Cadieux street; purchase of the plant, etc., of the Montreal Water & Power Company.

L. O. DAVID,
City clerk.

City Hall.

Montreal, 8th March, 1909.

1224

Public notice is hereby given that C. A. Massé, Bruno Charbonneau, A. H. Harde, H. Pinet, Arthur Roy, P. E. Clément, A. Dessane, W. H. Wyse, J. E. Légaré, Eugène Séguin, Jules A. Jacob, all commercial travellers of the city and district of Montreal, and Elzéar Falardeau, commercial traveller, of the town of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the province of Quebec,

obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux, en association connue sous le nom de "Association des Voyageurs de Commerce de Montréal", avec bureau principal dans les cité et distr et de Montréal.

Le but de la corporation projetée est d'aider financièrement à ses membres et leur permettre d'améliorer leurs conditions, intellectuellement et moralement. A ces fins, il sera demandé de donner à la dite corporation le pouvoir d'avoir des lieux d'amusements, salles de lecture et bibliothèques, des caisses de secours en maladie, frais funéraires et indemnité à la mort, et d'administrer les argents versés pour ces fins, d'acquérir, posséder, avoir, accepter et recevoir tous immeubles et de les hypothéquer, vendre, aliéner ou en disposer et en acquérir d'autres, et exercer tous autres pouvoirs conférés à des corporations semblables.

J. A. E. DION,

Procureur des requérants.

Montréal, 8 février 1909.

1283.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie, sous le nom de "The Crown Trust Company", avec pouvoir d'agir comme fidéicommiss, agents, gardiens, curateurs, tuteurs, exécuteurs, auditeurs, liquidateurs et administrateurs; effectuer tous les fidéicommiss; recevoir et tenir en garantie et en dépôt des argents et propriétés de toute sorte; garantir les titres et hypothèques sur immeubles, ainsi que sur autres placements; acheter, vendre des bons, stocks, débetures et obligations et en faire le commerce; prêter de l'argent, aider les compagnies, établir des succursales, agir comme garanties judiciaires, et acquérir et posséder des immeubles et y ériger les bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les opérations de la compagnie; garantir les contrats et placements, et en général avec tous les pouvoirs y ayant rapport, et ceux dont les compagnies de garantie et de dépôt possèdent en général.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 février 1909.

877.5

AVIS

Est par le présent donné que les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge demanderont à la prochaine session de la législature de Québec, l'adoption d'une loi pour refondre et amender leur acte d'incorporation, (29 Vict. chap. 112, 1865); ces amendements ayant principalement pour but de modifier le nom de la corporation en y ajoutant "Nicolet", de fixer le siège principal ou maison-mère à Nicolet; de mieux déterminer et modifier la composition du conseil ou bureau de direction et celle de la corporation, de préciser, déterminer et étendre les pouvoirs du dit conseil et ceux de la corporation, notamment en ce qui regarde le pouvoir d'emprunter et le chiffre de ses revenus annuels, et de faire valider en autant que cela peut être nécessaire, tous les actes faits par cette congrégation, avec le mot "Nicolet", ajouté au nom corporatif, de même que par un conseil général composé de la supérieure-générale et de quatre assistantes.

E. J. FLYNN,

Procureur des requérantes.

Québec, 12 février 1909.

869.5

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel s'adressera à la législature, à sa prochaine session, dans le but d'amender la charte de la cité de Sorel, de manière à ce que la municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel puisse avoir le droit d'accorder une ou des licences pour la traversée sur la rivière Richelieu.

LANCOTOT & MAGNAN,

Procureurs de la requérante.

Sorel, 15 février 1909.

879.5

at its next session, to obtain an act to incorporate them and such persons, as may associate themselves with them under the name of "Association des Voyageurs de Commerce de Montréal", with its head office in the city and district of Montreal.

The objects of this corporation will be to help its members financially and to permit them to increase their social conditions, intellectually and morally. For these purposes, it will be applied to obtain the power to have gymnasiums, lecture rooms and libraries, to collect funds for sick benefits, funeral expenses and indemnity at death, and to administer the funds accordingly; to acquire and have immoveable properties, and to mortgage, sell and renew them and to exercise all powers ordinarily given to such corporations.

J. A. E. DION,

Attorney for petitioners.

Montreal, 8th February, 1909.

1284

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, an application will be made for the incorporation of a company, under the name of The Crown Trust Company, with power to act as trustees, agents, guardians, curators, tutors, executors, auditors, liquidators and administrators; to execute trusts of every description; to receive and hold in trust and on deposit moneys and property of every kind; to guarantee titles and mortgages on real estate, as well as other investments; to purchase, sell and deal in bonds, stocks, debentures and obligations; to lend money, to promote companies, to establish branches, to act as judicial sureties and to acquire and hold real estate and erect such buildings thereon as may be necessary for the operations of the company; to guarantee contracts and investments, and generally with all powers incidental thereto, and those which it is usual and customary for trust and deposit companies to possess.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th February, 1909.

878

NOTICE

Is hereby given that "les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to consolidate and amend their act of incorporation, (29 Vict., chap. 112, 1865); the object of such amendments being mainly to modify the name of the corporation by adding "Nicolet"; to fix the principal seat or office at Nicolet; to better determine and modify the composition of the council or board of directors, and of the corporation, to precise, determine and extend the powers of the said council and of the corporation, specially in reference to the power to borrow and the figure of its annual revenue, and to confirm in so far as the same may be necessary all acts of the said congregation with the word "Nicolet", added to the corporate name, as well as those of the general council composed of the Superior and four assistants.

E. J. FLYNN,

Attorney for applicants

Quebec, 12th February, 1909.

870

Notice is hereby given that the municipality of the village of Saint-Joseph de Sorel will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending the charter of the city of Sorel, so that the municipality of the village of Saint-Joseph de Sorel may have the right to grant one or more licenses for the ferry over the Richelieu river.

LANCOTOT & MAGNAN,

Attorneys for petitioners.

Sorel, 15th February, 1909.

880

AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville de Lévis s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander des amendements à la charte d'incorporation, entr'autres :

Autorisation de pourvoir à un autre mode de traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, contracter avec cette dernière, et emprunter les sommes d'argent requises pour cette fin ; pour abroger la section 37 de l'acte 6 Ed. VII, chap. 49, et la remplacer par la section 499 de 3 Ed. VII, chap. 38 ; pour amender la section 127 de 3 Ed. VII, chap. 38 ; pouvoir d'augmenter le prix qui devra être payé sur chaque certificat de licence pour la vente des liqueurs enivrantes, et autres fins.

LIONEL LEMIEUX.

Greffier de la ville de Lévis.

Lévis, 13 février 1909.

863.5

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour la passation d'une loi incorporant "Le Conservatoire National", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, avec pouvoir d'acquiescer, maintenir, ériger et exploiter un théâtre et d'y donner des représentations ; de constituer les patrons propriétaires par indivis et en commun d'une certaine partie des biens de la compagnie ; d'établir et maintenir un conservatoire pour l'enseignement de la musique, du chant, de l'élocution et d'arts semblables ; de créer des bourses pour envoyer des élèves étudier tels arts dans d'autres pays ; d'établir certaines prescriptions et avec d'autres pouvoirs analogues à ceux sus-mentionnés.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Montréal, 17 février 1909.

915.5

Avis est donné que "The Provincial Mutual Benefit Society" ayant son siège social à Montréal, et constituée en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 32, de la province de Québec, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être constituée en compagnie à fonds social avec un capital de un million de piastres, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance sur la vie sous le nom de "La Provinciale Compagnie d'Assurance sur la Vie" ou "The Provincial Life Assurance Company" et autres fins.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs de la requérante.

18 février 1909.

933.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 61 Vict., ch. 79, incorporant William Dow & Company, afin d'autoriser la dite compagnie à vendre et louer ses affaires comme une affaire en opération, ou en disposer autrement, et autrement pour argent ou autre considération, et autoriser la dite compagnie de liquider ses affaires et distribuer son actif entre les actionnaires et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,

HAGUE & HOLDEN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 février 1909.

957.5

Avis que Jules Napoléon Hamel et Dame Berthe Alphonsine Eugénie Boyer, sa femme, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à adopter comme leur enfant, Elisabeth Hulda Vankoughnet, enfant né du mariage de Matthew George Diehl Vankoughnet et de feu Dame Marie Larsen.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1909.

857.5

NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Lévis will apply to the Legislature of this province, at its next session, for amendments to its charter of incorporation, for the following among other purposes :

Authority to provide a system of ferry across the river Saint Lawrence, between the town of Lévis and the city of Québec, to enter into an arrangement with the latter, and to borrow the amount of money necessary for that object ; to repeal section 37 of 6 Ed. VII, chap. 49, and have it replaced by section 499 of 3 Ed. VII, chap. 38 ; to amend section 127 of 3 Ed. VII, chap. 38 ; and power to increase the price on each license certificate for selling intoxicating liquors, and other objects.

LIONEL LEMIEUX,

Town clerk, Lévis.

Lévis, 13th February, 1909.

864

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the province of Quebec Legislative Assembly, for an act incorporating "The National Conservatory", with its head office in Montreal, with power to acquire, maintain and operate a theatre and give representations therein ; to constitute the patrons proprietors *par indivis* and in common of a certain part of the goods of the company ; to establish and maintain a conservatory for the teaching of music, singing, elocution and similar arts ; and to provide scholarship foundations to send pupils to study such arts in other countries ; to establish certain prescriptions and with other powers similar thereto.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Montreal, 17th February, 1909.

916

Notice is given that The Provincial Mutual Benefit Society, having its head office in Montreal, and constituted under the act 62 Victoria, chapter 32, of the province of Québec, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to be constituted a joint stock company with a capital of one million dollars, with power to make life insurance and re-insurance contracts under the name of "La Provinciale Compagnie d'Assurance sur la Vie" or "The Provincial Life Insurance Company," and other purposes.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for applicant.

18th February, 1909.

934

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for an act to amend the act 61 Vict., ch. 79, incorporating William Dow & Company, to authorize said company to sell, lease or otherwise disposed of its business as a going concern and otherwise for cash or other consideration and to authorize said company to wind up its affairs and distribute its assets amongst its shareholders and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,

HAGUE & HOLDEN,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 18th February, 1909.

958

Notice that Jules Napoléon Hamel and Dame Berthe Alphonsine Eugénie Boyer, his wife, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act authorizing them to adopt as their child, Elisabeth Hulda Vankoughnet, child born of the marriage of Matthew George Diehl Vankoughnet and of the late Dame Marie Larsen.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1909.

858

Avis est donné par les présentes par Marie Roux, en religion Sœur Marie Alexandrine, Modeste Bondu, en religion Sœur St. Didier, Marie Richard, en religion Sœur Marie Clémence, Hélène Bougie, en religion Sœur St. Edgard, Désirée Patourel, en religion Sœur Elie du Carmel, Marie Louise Doussain, en religion Sœur Ste. Thècle, toutes résidant dans la ville de Magog, dans le district de Saint-François, qu'elles s'adresseront à la législature de Québec, à sa présente session, pour être constituées en corporation, elles et toutes celles qui feront partie de la communauté, sous le nom de "Les Filles de la Charité du Sacré Cœur de Jésus", pour les fins suivantes, savoir: se livrer à telles occupations qui seront de nature à les aider à se maintenir, notamment avoir des pensionnats, des externats, des écoles en ville et à la campagne, des jardins de l'enfance, des crèches, des hôpitaux, des hospices, des asiles, des maisons de refuge, des salles de couture, pensions pour les ecclésiastiques et les laïques, pour les hommes, les femmes et les jeunes gens, dispensaires, soin des malades à domicile, exercer des industries et écouler leurs produits, pratiquer des travaux à l'aiguille et à la peinture, écoles de musique et industrielles, écoles gratuites et payantes, établir des buanderies, pourvu qu'elles se conforment en cela aux lois de la province et à la direction de l'autorité ecclésiastique; acquérir des biens meubles et immeubles, suivant les règles de la communauté.

ALF. TOURIGNY,
Procureur des pétitionnaires.

Magog, 11 mars 1909. 1287.2

Avis est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Québec & Saguenay s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi amendement son acte d'incorporation; prolonger le délai pour commencer et compléter les travaux; et renouveler les droits donnés par sa charte d'incorporation et ses amendements.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 12 mars 1909, 1295.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation d'un club sous le nom de "The Montreal Jockey Club", pour l'encouragement de l'élevage des animaux pur-sang dans la province, la tenue d'exhibitions et de contestations et d'exercices, pour l'encouragement de l'habileté dans l'emploi des bras, et des courses de chevaux et à pied et autres jeux permis qui demandent l'agilité ou habileté corporelles, la construction et l'administration de toutes les bâisses nécessaires pour la commodité des personnes et animaux en rapport aux affaires du club et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 25 février 1909. 1069.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa présente session, par David Yuile et autres, propriétaires d'une partie du lot 1755, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'obliger la cité de Montréal à retrancher du plan de la propriété immobilière des requérants les lignes homologuées de la continuation de l'avenue Ontario et les lignes homologuées de l'avenue Mountain, étant la continuation en haut de la rue Sherbrooke de la rue Mountain ou exproprier sous trois mois la propriété immobilière des requérants entre les dites lignes.

LEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 2 mars 1909. 1151.3

Notice is hereby given by Marie Roux, in religion Sister Marie Alexandrine, Modeste Bondu, in religion Sister Saint Didier, Marie Richard, in religion Sister Marie Clémence, Hélène Bougie, in religion Sister Saint Edgard, Désirée Patourel, in religion Sister Elie du Carmel, Marie Louise Doussain, in religion Sister Sainte Thècle, all residing in the town of Magog, in the district of Saint Francis, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act, incorporating them and all others who now or shall hereafter form part of the community, under the name of "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", for the following purposes, to wit: to such thing which shall help them to maintain themselves, namely, boarding schools, day schools, schools in towns and in the country, *jardins de l'enfance, crèches, hospitals, hospices, asylums, house of refuge, sewing halls, boarding houses for ecclesiastics and laics, for men, women, and young people, dispensaries, care of sick people at domicile, to operate industries and sell the products of the same, to do needle work, painting, music schools, industrial schools, free and paying schools, to establish laundries, etc., etc., provided they comply in this respect with the laws of the province and the direction of the ecclesiastical authorities; to acquire and hold moveable and immoveable property, in accordance with the rules of the community.*

ALF. TOURIGNY,
Attorney for petitioners.

Magog, 11th March, 1909. 1288

Notice is hereby given that the Quebec and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act to amend its charter; to further delay the commencement and completion of the works, and to renew the rights granted by its act of incorporation and amendments thereto.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th March, 1909. 1296

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a club under the name of the Montreal Jockey Club, for the encouragement of the breeding of thoroughbred stock in the province, the holding of exhibitions and of contests and exercises for the promoting of skill in the use of arms and of horse and foot races and other lawful games which require bodily activity or address, the construction and management of all necessary buildings for the accommodation of persons and animals incidental to the business of the club, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Solicitors for applicants.

Montreal, 25th February, 1909. 1070

Notice is hereby given that application will be made by David Yuile and others, the proprietors of a portion of lot 1755, upon the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal, at the present session of the Legislature of Quebec, for an act to cause the city of Montreal to remove from the plan of the immoveable property of the petitioners the homologated lines of the continuation of Ontario avenue and the homologated lines of Mountain avenue, being the continuation above Sherbrooke street of Mountain street or to expropriate within three months the immoveable property of the petitioners between the said lines.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd March, 1909. 1152

La société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada, donne avis par les présentes qu'elle demandera à la législature, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour étendre ses pouvoirs, lui permettre de créer des commissions, d'aliéner ses subventions et de mieux assurer la réalisation de son but.

1075 4 C. A. MILETTE,
Secrétaire.

Avis est par les présentes donné que la "Saraguay Electric and Water Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin amender les classes 6 et 7 du statut 8 Edouard VII, chap. 114, et pour autres fins.

EDMOND HURTUBISE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 16 février 1909. 893.5

Avis est par la présente donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa présente session, par Francis Robert Redpath, George Hyde Huntly Redpath Drummond, pour obtenir un acte pourvoyant à l'expropriation de la propriété de la succession John Redpath, située en haut de l'avenue Pine, dans le but de former une extension au parc Mont-Royal et pourvoyant aux bases et méthode de la détermination de l'indemnité payable pour icelle.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & ROVEY.
Procureurs des requérants.
Montréal, 3 mars 1909. 1171.3

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 559.

Dame Elise Bazinet, de Sainte-Lucie, épouse commune en biens de Absolon Lépine, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Absolon Lépine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 mars 1909.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 4 mars 1909. 1303

No 3362, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, Dame Dina Forget, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Jean-Baptiste Lauzon, de Montréal.

TRUDEAU & FILION,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mars 1909. 1317

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 44.

Dame Adélaïde Jarrêt dit Beauregard, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Pierre alias Pierre Léon Palardy, boucher et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre alias Pierre Léon Palardy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 mars courant.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 15 mars 1909. 1333

"La société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada", hereby gives notice, that it will apply to the Legislature, at its next session, to pass an act to extend its powers, to name commissions, to alienate grants and to better assure the realization of its purpose.

1076 C. A. MILETTE,
Secretary.

Notice is hereby given that the "Saraguay Electric and Water Company" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend clauses 6 and 7 of statute 8 Edward VII, chap. 114, and for other purposes.

EDMOND HURTUBISE,
Secretary treasurer.
Montreal, 16th February, 1909. 894

Notice is hereby given that application will be made at the present session of the Legislature of Quebec, by Francis Robert Redpath, George Hyde Huntly Redpath Drummond, for an act providing for the expropriation of the property of the estate John Redpath, situated above Pine avenue, for the purpose of forming an extension to Mount Royal Park and for providing the basis and method of the determination of the indemnity payable therefor.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for applicants.
Montreal, 3rd March, 1909. 1712

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, {
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 559.

Dame Elise Bazinet, of Sainte Lucie, district of Terrebonne, wife common as to property of Absolon Lépine, farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Absolon Lépine, Defendant.
An action for separation as to property against the said Lépine, has been instituted, this day.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 4th March, 1909. 1304

No. 3362, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, Dame Dina Forget, of Montreal, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against Jean-Baptiste Lauzon, her husband, of Montreal.

TRUDEAU & FILION,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1909. 1318

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 44.

Dame Adélaïde Jarrêt dit Beauregard, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Pierre alias Pierre Léon Palardy, butcher and trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Pierre alias Pierre Léon Palardy, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th of March instant.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 15th March, 1909. 1334

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 860.

Dame Eva Dalpé, des cité et district de Montréal,
épouse commune en biens de Louis Richard,
maître-boucher, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 mars 1909. 1357

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2366

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, épouse de Michel
Salhani, les cité et district de Montréal,
commis, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Michel Salhani, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
par la demanderesse en cette cause, le 10e jour de
mars 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.

Montréal, 10 mars 1909. 1339

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 747.

Dame Doride Marion, de la cité et du district de
Montréal, épouse de Jean Baptiste Maurice,
commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Jean-Baptiste Maurice, commerçant, de Montréal,
Défendeur.

La demanderesse a institué une action en sépara-
tion de biens contre le défendeur, ce jour.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 3 mars 1909. 1227.2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 59

Dame Katherine Dorcas Mahon, épouse de Edward
J. King, sellier, tous deux de la cité de Sher-
brooke, district de Saint-François, dûment auto-
risée à ester en justice aux fins des présentes par
l'un des honorables juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs

Le dit Edward J. King, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le troisième jour de mars 1909.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

1217.2

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 358.

Dame Virginie Germain, de la paroisse de Saint-
Tite, a ce jour, institué une action en séparation de
biens contre son mari, Narcisse Germain, de la dite
paroisse de Saint-Tite, journalier.

(Signé) MARTEL & DUPLESSIS,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 23 février 1909. 1239.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Une action en séparation de biens a été instituée,
le 8 mars 1909, par Dame Marie Anne Parent, de
la cité de Montréal, épouse de Joseph Eloi Archam-
bault, contre le dit Joseph Eloi Archambault, son
mari.

VICTOR GAUDET,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 mars 1909. 1247.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 860.

Dame Eva Dalpé, residing in the city and district
of Montreal, wife common as to property of
Louis Richard, butcher, of the same place,

Plaintiff ;

vs

The said Louis Richard, Defendant.
An action for separation as to property has been
taken this day in this case.

GEORGE POLIQUIN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th March, 1909. 1358

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2366.

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, wife of Michel
Salhani, of the city and district of Montreal,
clerk, duly authorized "à ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Michel Salhani, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted by the plaintiff in this cause, on the 10th
day of March, 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.

Montreal, 10th March, 1909. 1340

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 747.

Dame Doride Marion, of the city and district of
Montreal, wife of Jean-Baptiste Maurice, trader,
of the same place, Plaintiff ;

vs

Jean-Baptiste Maurice, trader, of Montreal,
Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against the defendant.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1909. 1228

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 59.

Dame Katherine Dorcas Mahon, wife of Edward J.
King, saddler, both of the city of Sherbrooke,
district of Saint Francis, duly authorized to ester
en justice aux fins des présentes, by one of the
Honorable judges of the superior court,
Plaintiff ;

vs

The said Edward J. King, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the third day of March,
1909.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

1218

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 358.

Dame Virginie Germain, of the parish of Saint
Tite, has this day, instituted an action for separa-
tion as to property against her husband, Narcisse
Germain, of the said parish of Saint Tite, laborer.

((Signed) MARTEL & DUPLESSIS,
Attorneys for plaintiff.

Three-Rivers, 3rd February, 1909. 1240

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

An action for separation as to property has been
instituted, the 8th of March, 1909, by Dame Marie
Anne Parent, of the city of Montreal, wife of
Joseph Eloi Archambault, against the said Joseph
Eloi Archambault, her husband.

VICTOR GAUDET,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th March, 1909. 1248

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1454.

Marie Elisabeth Alarie, épouse de James Shea, garde-magasin, des cité et district de Montreal, dûment autorisés à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit James Shea, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

CHARLES H. DESJARDINS,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 mars 1909. 1249.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint François.

Dame Angéline Fontaine, épouse de Ephrem Lisée, commerçant, tous deux du canton de Weedon, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un des honorables juges de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Le dit Ephrem Lisée, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-trois de février 1909.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

1087.3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Virginie Levasseur, épouse commune en biens de Wilfrid Auger, commerçant, du village de Princeville, dûment autorisée aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Auger, commerçant, du village de Princeville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 février 1909.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.

Daté ce 23 février 1909 1077.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 699.

Dame Philomène alias Delimène Dubé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jules Duc, commerçant, du même lieu, dûment autorisée,

Demanderesse ;

vs

Le dit Jules Duc, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 26 février 1909. 1147.3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François.

Dame Victoria Côté, de la ville de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Achille Joncas, du même lieu, contracteur, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 février 1909. 1115.3

Dame Lætitia Menard a pris une action en séparation de biens contre son mari, Arsène Durocher, marchand, du township de Clifton, le deuxième jour de mars 1909, à la cour supérieure du district de Saint-François, No 58.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 mars 1909. 1183.3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1454.

Marie Elizabeth Alarie, wife of James Shea, store keeper, city and district of Montreal, duly authorized by the court,

Plaintiff ;

vs.

The said James Shea,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

CHARLES H. DESJARDINS,
Attorney for plaintiff.

Montreal 6th March, 1909, 1250

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis.

Dame Angéline Fontaine, wife of Ephrem Lisée, trader, both of the township of Weedon, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes by one of the Honorables judges of the superior court,

Plaintiff ;

vs

The said Ephrem Lisée,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty third of February, 1909.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

1088

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Virginie Levasseur, wife common as to property of Wilfrid Auger, trader, of the village of Princeville, and duly authorized to these presents,

Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Auger, trader, of the village of Princeville, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 15th of February, 1909.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.

Dated this 23rd February, 1909. 1078

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 699.

Dame Philomène alias Delimène Dubé, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jules Duc, trader, of the same place, duly authorized,

Plaintiff ;

vs

The said Jules Duc,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff in this cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th February, 1909. 1148

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis.

Dame Victoria Côté, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property of Achille Joncas, of the same place, has, this day, sued her said husband for separation as to property.

CHAS. C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd February, 1909. 1116

Dame Lætitia Menard has taken an action in separation as to property against her husband, Arsene Durocher, of the township of Clifton, trader, on the second day of March, 1909, before the superior court of the district of Saint Francis, No 58.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd March, 1909. 1184

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Dame Malvina Roberge, épouse de Joseph Laflamme, boucher, tous deux de la ville de Windsor Mills, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par l'un des honorables juges de la cour supérieure ;
Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Laflamme, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de février 1909.

CAMPBELL & GENDRON,
1089.3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Saint-François. }
No 43.

Dame Rose-Alma Chicoine, épouse de J. Xiste Duranleau, tailleur, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 23 février 1909. 1091.3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 3178.

Dame Lauda Rivard, épouse de Louis Arthur Martineau, marchand, de la cité et du district de Montréal, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

DECARIE & DECARY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1909. 1113.3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 1.

Dame Marie Audet, épouse de Céolfrid Breault, contracteur, du canton de Chesham, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

J. NICOL,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 8 février 1909. 981.5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 2708.

Dame Marie Catherine Ouimet, épouse de Adrien Paquet, peintre, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Adrien Paquet, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 21 janvier 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 19 février 1909. 1011.4

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DU LAC
MEGANTIC.

Aux habitants du canton de Clinton et la municipalité des cantons unis de Woburn et Louise, et à tous intéressés.

Avis public est par les présentes donné par DeLourdes Lippé, secrétaire-trésorier du conseil municipal susdit, qu'il a pu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un décret de l'exécutif, en date du premiers mars courant, d'approuver une résolution du conseil municipal du comté du lac Mégantic, en date du vingt-neuf décembre mil neuf cent huit, laquelle résolution se lit comme suit :

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Dame Malvina Roberge, wife of Joseph Laflamme, butcher, both of the town of Windsor Mills, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes by one of the Honorable judges of the superior court,
Plaintiff ;

vs
The said Joseph Laflamme, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, on the twelfth day of February, 1909

CAMPBELL & GENDRON,
1090 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No. 43

Dame Rose-Alma Chicoine, wife of J. Xiste Duranleau, tailor, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 23rd February, 1909. 1092

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 3178.

Dame Lauda Rivard, wife of Louis Arthur Martineau, merchant, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

DECARIE & DECARY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1909. 1114

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No. 1.

Dame Marie Aulet, wife of Céolfrid Breault, jobber, of the township of Chesham, has, this day, instituted against her husband, an action for separation as to property.

J. NICOL,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 8th February, 1909. 982

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2708.

Dame Marie Catherine Ouimet, wife of Adrien Paquet, painter, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
Said Adrien Paquet, Defendant.
An action of separation as to bed and board has been instituted on 21st January, 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th February, 1909. 1012

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LAKE
MEGANTIC.

To the inhabitants of the township of Clinton and of the municipality of the united townships of Woburn and Louise, and to all interested parties.

Public notice is hereby given by DeLourdes Lippé, secretary-treasurer of the municipal council aforesaid, that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by an order of the executive council, dated the first March instant, to approve a resolution of the municipal council of the municipality of Lake Mégantic, dated the twenty ninth December, nineteen hundred and eight, which resolution reads as follows :

Proposé par M. le conseiller Omer Giguère, secondé par M. le conseiller Joseph Boulanger, qu'il soit résolu : qu'ayant pris en sérieuse considération la requête des sieurs W. J. Kelly, représentant "The Lake Megantic Pulp Co." corps politique et incorporé, Edouard Chouinard, Joseph Chouinard, Appolinaire Chouinard, Louis Bouffard et Romuald Garand, demandant de détacher les rangs trois et quatre du canton de Clinton, et de les annexer à la municipalité des cantons unis de Woburn et Louise, pour les fins municipales et civiles, et trouvent justes d'accorder les conclusions de cette requête, vu que cette partie du canton de Clinton est déjà annexée pour les fins religieuses au canton de Woburn ; ce conseil décide que les dits rangs trois et quatre soient détachés du canton de Clinton et annexés aux dits cantons-unis de Woburn et Louise, pour former une paroisse civile, sous le nom de "Municipalité de la Paroisse de Saint-Augustin de Woburn" ; que copie de cette résolution soit transmise pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux exigences du code municipal. Adopté unanimement.

Donné à la ville de Mégantic, ce quatrième jour de mars mil neuf cent neuf.

D. L. LIPPE,
Sec.-trés. M. C. L. M.

1221.2

Moved by Mr. the councillor Omer Giguère, seconded by Mr. the councillor Joseph Boulanger, that it be resolved : that having taken under serious consideration the petition of Messrs. W. J. Kelly, representing the Lake Megantic Pulp Co., a body politic and corporate, Edouard Chouinard, Joseph Chouinard, Appolinaire Chouinard, Louis Bouffard and Romuald Garand, praying to detach the third and fourth ranges of the township of Clinton, and to annex them to the municipality of the united townships of Woburn and Louise, for municipal and civil purposes, and considering it proper to grant the conclusions of this petition, seeing that this part of the township of Clinton is already annexed for religious purposes to the township of Woburn ; this council decides that the said ranges three and four be detached from the township of Clinton and annexed to the said united townships of Woburn and Louise, to form a civil parish under the name of "Municipality of the Parish of Saint-Augustin of Woburn" ; that a copy of this resolution be transmitted to the Lieutenant Governor in council, according to the exigencies of the municipal code. Unanimously adopted.

Given at the town of Megantic, this fourth day of the month of March, nineteen hundred and nine.

D. L. LIPPE,
Sec. treas. M. C. L. M.

1222

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Lanouette & Cie, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 13^e jour de mars 1909, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97 rue Saint-Jacques,
Montréal, 20 mars 1909. 1305

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de L. Marchand & Cie, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 11^e jour de mars 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

A. W. WILKS,
J. W. MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 1301

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Benjamin F. Stewart, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 15^e jour de mars courant 1909, par ordre de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées entre mes mains sous 30 jours de cet avis.

GEORGE BOISVERT,
Curateur.

Bureau : Rock Island, Qué. 1313

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Lanouette & Cie, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13rd day of March, 1909, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

A TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 20th March, 1909. 1306

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of L. Marchand & Co, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 11th day of March, 1909, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

A. W. WILKS,
J. W. MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street, Montreal, 1302

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of Benjamin F. Stewart, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of March instant, 1909, by an order of the superior court, I have been appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

All claims, duly sworn, must be filed with me within 30 days from this notice.

GEORGE BOISVERT,
Curator.

Office : Rock Island, Que. 1314

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.
(en faillite)

William J. Bartley et al (Bartley & Reid).
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13^e jour de mars courant, par jugement de la cour supérieure, le soussigné a été dûment nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations contre les dits faillis, dûment attestées sous serment, doivent être déposées entre les mains du soussigné sous trente jours de la date du présent avis.

JEREMIAH HORAN,
Curateur.

218, Bâtisse Coristine, Montréal.
Montréal, 15 mars 1909 1315

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe, } Cour Supérieure.
In re Ferdinand Boulais, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

JOS RAINVILLE,
Avocat du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 13 mars 1909. 1335

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.
In re Phoenix Sundry Co, Montréal, En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé et cette affaire et sera payable à mon bureau, 55, Saint-François-Xavier Montréal, le ou après le 7 avril 1909.

Toute contestation à ce bordereau de dividende doit m'être produite avant la date sus-mentionnée.

P. L. TURGEON,
Liquidateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1337

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Marieville Knitting Co., Marieville, Qué., En liquidation

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé liquidateur des biens de la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations, dûment attestées sous serment doivent être déposées entre mes mains sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Liquidateur.

Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 16 mars 1909. 1365

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Kamouraska, }

Dans l'affaire de Joseph St-Pierre, Saint-Epiphanie, Québec, Failli ;

et
E. N. Heney Co., Ltd, Montréal,
Créanciers requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit Joseph St-Pierre, le 13^e jour de mars 1909, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

FREDERIC ARTHUR,
Gardien provisoire.

Bureau de H. V. Duggan & J. S. Desautels,
219, Board of Trade Bldg.
Montréal, 15 mars 1909. 1363

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.
(in insolvency.)

William J. Bartley et al, (Bartley & Reid),
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 13th day of March instant, the undersigned was by judgment of the superior court, duly appointed curator to the property of the said insolvents, who have made an abandonment of their property for the benefit of their creditors.

All claims against the said insolvents, duly attested and sworn, must be filed with the undersigned within a delay of thirty days from the date of the present notice.

JEREMIAH HORAN,
Curator.

218, Coristine Building, Montreal.
Montreal, 15th March, 1909. 1316

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth, } Superior Court

In re Ferdinand Boulais, Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, deposited his statement of assets and liabilities at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Saint Hyacinth.

JOS RAINVILLE,
Attorney for the provisional guardian.
Saint Hyacinth, 13th March, 1909. 1336

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.
In re Phoenix Sundry Co., Montreal, In liquidation.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared in this matter and will be payable at my office, 55, Saint François Xavier, Montreal, on or after the 7th April, 1909.

Any contestation to said dividend must be filed with me before the date above mentioned.

P. L. TURGEON,
Liquidator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint François Xavier, Montreal. 1338

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.

In the matter of Marieville Knitting Co., Marieville, Que., In liquidation.

Notice is hereby given that, on this day, by an order of the court, the undersigned was appointed liquidator to the property of the said company in liquidation.

Sworn claims must be filed with me within thirty day from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Liquidator.

Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.
Montreal, 16th March, 1909. 1367

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Kamouraska, }

In the matter of Joseph St. Pierre, Saint Epiphane, Quebec, Insolvent ;

and
E. N. Heney Co., Ltd., Montreal.
Creditor demanding abandonment.

Notice is hereby given that the said Joseph St-Pierre has, on the 13th day of March, 1909, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

FREDERIC ARTHUR,
Provisional guardian.

Office of H. V. Duggan & Jos. Desautels,
219, Board of Trade Bldg.
Montreal, 15th March, 1909. 1364

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Robert Scott, Scotstown, Qué.,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 15^e jour de mars 1909, par ordre de la cour, les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours.

H. V. DUGGAN,
G. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

219, Board of Trade Building,
Montréal, 17 mars 1909.

1361

Ordres de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
No 177.

Le quinze mars mil neuf cent neuf.

Présent : L'honorable Paul G. Martineau J. C. S.
Pierre Morin, bourgeois, de la paroisse de Sainte-
Césaire, district de Saint-Hyacinthe.

Demandeur ;

vs
Joseph Desmarais, de la paroisse de Saint-Angèle
de Monnoir, dit district, Défendeur ;

et
Joseph N. Ledoux, marchand, de la ville de Marie-
ville, dit district, Opposant.

Vu la motion de l'opposant, J. N. Ledoux, deman-
dant, attendu l'allégation de déconfiture du défen-
deur contenue dans son opposition afin de conserver
en cette cause, que les créanciers du dit défendeur
soient appelés en conformité à l'article 673 du code
de procédure civile ; la cour ordonne aux créanciers
du dit défendeur de produire au greffe de cette cour
leurs réclamations suivant la loi, sous les quinze
jours de la date de la première insertion de la pré-
sente ordonnance, dans la *Gazette Officielle de Qué-
bec*, dépens réservés.

Vraie copie.

ROY & BEAUREGARD,
Protonotaire.

1331

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Kamouraska }
No 4098.

Le neuf mars mil neuf cent neuf.

Présent : l'honorable M. le juge Ernest Cimon.
Epiphane Dubé, forgeron et commerçant de che-
vaux, de la paroisse de Saint-Epiphanie,

Demandeur ;

vs
François Deschamps, du même lieu, Défendeur ;

et
Alexandre Deschamps, ancien cultivateur et ren-
tier, et Arsène Deschamps, cultivateur, tous
deux de la dite paroisse de Saint-Epiphanie,
Tiers-saisis ;

et
Wilfrid Adélaïd Potvin, avocat, de la ville de Fra-
serville, Opposant afin de conserver.

Vu la requête de l'opposant W. A. Potvin, de-
mandant, attendu l'allégation de déconfiture et d'in-
solvabilité du défendeur contenue dans son opposi-
tion afin de conserver en cette cause, que les créan-
ciers du dit défendeur soient appelés, en confor-
mité à l'article 673 du code de procédure civile ; la
cour ordonne aux créanciers du dit défendeur de
produire au greffe de cette cour leurs réclamations
suivant la loi, sous les quinze jours de la date de la

Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
In the matter of Robert Scott, Scotstown, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of
March, 1909, by an order of the court, the under-
signed have been appointed joint curators to the
estate of the above named insolvent, who has made
a judicial abandonment of his property for the
benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in your hands within
thirty days.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

219, Board of Trade Bldg., Montreal.
Montreal, 15th March, 1909.

1362

Orders of the Court

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe, } *Superior Court.*
No 177.

The fifteenth of March, 1909.

Present : the Hon. justice Paul G. Martineau, J. S. C.
Pierre Morin, gentleman, of the parish of Saint
Césaire, district of Saint-Hyacinthe,

Plaintiff ;

vs
Joseph Desmarais, of the parish of Sainte Angèle
de Monnoir, said district, Défendant ;

and
Joseph N. Ledoux, merchant, of the town of
Marieville, said district, Opposant.

Seeing the motion of the opposant J. N. Ledoux,
requesting on account of defendant being insolvent,
as alleged in his opposition for payment in this
cause, that the creditors of the said defendant be
called in, pursuant to article 673 of the code of
civil procedure ; the court orders the creditors of
the said defendant to file their claims with the
prothonotary of this court according to law, within
fifteen days from the date of the first insertion of
the present order, in the *Quebec Official Gazette*,
cost reserved.

True copy.

ROY & BEAUREGARD,
Prothonotary.

1332

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Kamouraska }
No 4098.

The ninth of March, nineteen hundred and nine.

Present : The Honorable justice Ernest Cimon.
Epiphane Dubé, blacksmith and horse-trader, of
the parish of Saint-Epiphanie,

Plaintiff ;

vs
François Deschamps, of the same place, Défendant ;

and
Alexandre Deschamps, formerly farmer and Burgess,
and Arsène Deschamps, farmer, both of the said
parish of Saint Epiphane,
Tiers saisis ;

and
Wilfrid Adélaïd Potvin, advocate, of the town of
Fraserville, Opposant for payment.

Seeing the petition of the opposant W. A. Potvin,
requesting, whereas the allegation of the insolvency
of the defendant contained in his opposition for
payment in this cause, that the creditors of the said
defendant be called in, pursuant to article 673 of
the code of civil procedure, the court orders the
creditors of the said defendant to file their claims
with the clerk of this court according to law, within
fifteen days from the date of the first insertion of

première insertion de la présente ordonnance dans la "Gazette Officielle de Québec", dépens réservés.

Vraie copie,

J. G. PELLETIER,

1271.2

P. C. S.

CONVOCATION DES CREANCIERS.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 61.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Houle & Co.,

Faillis.

Il est ordonné aux créanciers de la dite faillite de comparaître devant un des juges de la cour supérieure, dans la salle d'audience No 31, au palais de justice, à Montréal, le vingt-quatrième jour de mars courant (1909), à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un syndic en remplacement de A. L. Kent, décédé, et d'inspecteurs aux biens de la dite faillite.

N. Z. CORDEAU,

Député protonotaire C. S.

Montréal, 10 mars 1909.

1269.2

the present order, in the "Quebec Official Gazette", costs reserved.

True copy,

J. G. PELLETIER,

1272

P. S. C.

CALLING IN CREDITORS.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 61.

Superior Court.

In the matter of Houle & Co.,

Insolvents.

The creditors of said insolvent are hereby ordered to appear before one of the judges of this court, in the court room No. 31, in the court house, at Montreal, on the twenty fourth day of March instant, (1909) at ten of the clock in the forenoon, in order to give their advice touching the appointment of an assignee to replace the late A. L. Kent, and inspectors to the property of the said insolvent.

N. Z. CORDEAU,

Deputy prothonotary S.

Montreal, 10th March, 1909.

1270

Licitation

Canada,
Province of Québec,
District of Richelieu.
No 4970.

Cour Supérieure.

George Demanche dit Grenier,

Demandeur ;

vs

Aimé Grenier *et al.*,

Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le premier jour du mois de mars mil neuf cent neuf (1909), dans une cause sous le numéro 4970, où George Demanche dit Grenier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pie de Guire, dans le district de Richelieu, résidant actuellement et temporairement en la ville de Manchester, en l'état du Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, est Demandeur ; et Aimé Grenier, de la ville de Peperelle, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Olivier Grenier, de la ville de Williamsville, état du Connecticut, Philomène Grenier, veuve de feu Jacques Allard, de la ville de Taftville, état du Connecticut, Georgianne Grenier, épouse de François Hamel, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Elphège et le dit François Hamel tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, et Alphonse Proulx et Samuel Proulx, tous deux ci-devant de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs.

O donnant a vente par licitation de cet immeuble ci-après désigné, savoir :

La moitié indivise d'une portion de terre, située en la paroisse de Saint-Pie de Guire, en la douzième concession, de trois arpents de largeur sur vingt cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins avec maison, grange et autres bâties dessus construites, laquelle portion de terre est connue et désignée par et sous le numéro quarante-quatre (44), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Pie de Guire.

Le dit immeuble ci-dessus décrit sera, cour tenante mis aux enchères publiques, devant la cour supérieure, dans le district de Richelieu, à Sorel, au palais de justice, et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle d'audience ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, ou afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours

Licitation

Canada,
Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 4970.

Superior Court.

George Demanche, dit Grenier,

Plaintiff ;

vs

Aimé Grenier *et al.*

Defendants.

Notice is hereby given that, by and in virtue of judgment of the superior court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, the first day of the month of March, nineteen hundred and nine (1909), in a cause under the number 4970, in which George Demanche dit Grenier, farmer, of the parish of Saint Pie de Guire, in the district of Richelieu, presently and temporarily residing in the town of Manchester, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, is plaintiff ; and Aimé Grenier, of the town of Peperelle, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Olivier Grenier, of the town of Williamsville, state of Connecticut, Philomène Grenier, widow of the late Jacques Allard, of the town of Taftville, state of Connecticut, Georgianne Grenier, wife of François Hamel, farmer, both of the parish of Saint Elphège, and the said François Hamel, personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, and Alphonse Proulx and Samuel Proulx, both heretofore of the parish of Saint Bonaventure d Upton, and presently in the United States of America, are Defendants.

Ordering the sale by licitation of the immoveable here nafter described, to wit :

The undivided half of a piece of land, situate in the parish of Saint Pie de Guire, in the twelfth concession, of three arpents in width by twenty five arpents in depth the wholemore or less—with house, barn and other buildings thereon erected, which piece of land is known and described by and under the number forty four (44) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Pie de Guire ;

The said above described immoveable will sitting the court, be put up at public auction, before the superior court, in the district of Richelieu, at Sorel, in the court house, and adjudged to the last and highest bidder, the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, in the court room ; subject to the charges, clauses, and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said

avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,
Procureurs du demandeur.

Sorel, 2 mars 1909. 1153.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **THE OGILVIE FLOUR**
District de Bedford, } **MILLS COMPANY,**
No 720. } LIMITED, corps politique et
incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOSEPH LEOPOLD LAMOUREUX, de Stanbridge Station, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre avec toutes les améliorations, décrit comme suit, à savoir :

1° Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro neuf, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro quatre cent seize (416) ; borné au nord-est par le No 1164, au sud par la rue Principale, à l'ouest par le numéro 417, et contenant huit cent vingt-huit pieds en superficie.

2° Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot neuf, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro quatre cent dix-sept (417) ; borné au nord-est par le numéro 1164, au sud par la rue Principale, à l'est par le numéro 416, et à l'ouest par le numéro 418, et contenant cinq mille deux cent quatre-vingts pieds en superficie.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, dans la ville de Bedford et district de Bedford, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 11 mars 1909. 1299
[Première publication, 20 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Shefford.

Province de Québec, } **LA BANQUE DES CAN-**
District de Bedford, } **TONS DE L'EST,** corps
No 7753. } politique et dûment incor-
poré par la loi, ayant son principal bureau dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et ayant une succursale et faisant affaires dans la ville de Waterloo, dans le comté de Shefford et district de Bedford, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOHN HOULE, du canton de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, Défendeur.

La moitié est du lot numéro quatre (4), dans le dixième (10) rang, arpentage primitif, du canton d'Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, sous le numéro huit

court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 2nd March, 1909. 1154
[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **THE OGILVIE FLOUR**
District of Bedford, } **MILLS COMPANY,**
No. 720. } LIMITED, a body politic and
corporate, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH LEOPOLD LAMOUREUX, of Stanbridge Station, in the district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land with all improvements thereon described as follows, to wit :

That piece of land of irregular figure, forming part of lot number nine, in ninth range, primitive survey, in the township of Stanbridge, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as number four hundred and sixteen (416) ; bounded north east by No. 1164, south by Main street, west by number 417, and containing eight hundred and twenty eight superficial feet.

2. That piece of land of irregular figure, forming part of lot nine, in ninth range, primitive survey, of the township of Stanbridge, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as number four hundred and seventeen (417) ; bounded north east by number 1164, south by Main street, east by number 416, and west by number 418, and containing five thousand two hundred and eighty superficial feet.

To be sold at the registry office for the county of Missisquoi, in the town of Bedford and district of Bedford, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 11th March, 1909. 1300
[First published, 20th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Shefford.

Province of Québec, } **THE EASTERN TOWN-**
District of Bedford, } **SHIPS BANK,** a body
No. 7753. } corporate and politic, duly
incorporated by law, having its head office at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and having a branch office and doing business at the town of Waterloo, in the county of Shefford and district of Bedford, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN HOULE, of the township of Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, Defendant.

The east half of lot number four (4), in the tenth (10) range of the primitive survey of the township of Ely, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Ely, as

cent trente et un (831)—avec toutes les améliorations et contenant cent acres en superficie, plus ou moins; borné à l'est et au nord par des chemins publics, à l'ouest par les lots 829 et 830, et au sud par le lot 828.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt ainsi appelé, dans le comté de Sh. fford et district de Bedford, le QUATRIEME jour de de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 15 mars 1909. 1345
[Première publication, 20 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } LOUIS LAROSE, du can-
District de Bedford, } ton d Potton, dans le
No 8018 } district de Bedford, rentier,
Demandeur; contre les meubles et immeubles de
TYRON SCHOOLCRAFT, du même lieu, Défendeur.

1° Ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Potton, comté de Brome et district de Bedford, formant partie du lot seize (16), dans le septième rang, arpentage primitif du dit canton, maintenant connu, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme lot numéro huit cent deux (802). (sauf et excepté d'icelui les cinquante acres nord appartenant à un nommé George Schoolcraft et son épouse); borné comme suit: au nord par la terre du dit Schoolcraft, à l'est par le chemin public et partie du lot 803, au sud par partie du lot 799, à l'ouest par la ligne de concession des sixième et septième rangs du dit canton.

2° Lot numéro huit cent un (801), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, (sauf et excepté un acre appartenant à un nommé Chas. H. Daine); borné au nord-est par le lot 806, au nord-ouest par le chemin public, au sud par partie des lots 799 et 800 du dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan de Potton, à Mansonville ainsi appelé, dans le comté de Brome et le district de Bedford, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 23 février 1909. 1045.2
[Première publication, 27 février 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Bedford.

Province de Québec, } DAVID C. HORNER, du
District de Bedford, } village de Granby et
No 6660 } WALTER C. HORNER,
du canton de Brome, tous deux du district de Bedford, manufacturiers, y faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de "D. C. Horner and Son", Demandeurs; contre les terres et tènement de J. ARTHUR FONTAINE, de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du premier rang de la partie est du canton de Farnham, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, sous le numéro deux cent seize (216), avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Vincent, à Adamsville ainsi appelé, dans le comté de Brome et district de Bedford, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 23 février 1909. 1043.2
[Première publication, 27 février 1909.]

number eight hundred and thirty one (831)—with all improvements thereon, and containing one hundred acres in superficies, more or less; bounded east and north by public roads, west by lots 829 and 830, and south by lot 828.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt so called, in the county of Sh. fford and district of Bedford, on the FOURTH day of MAY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 15th March, 1909. 1346
[First published, 20th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } LOUIS LAROSE, of the
District of Bedford, } township of Potton,
No. 8018. } in the district of Bedford,
yeoman, Plaintiff; against the goods and lands of
TYRON SCHOOLCRAFT, of the same place, Defendant.

1. That certain peace or parcel of land lying and situate in the township of Potton, county of Brome and district of Bedford, forming part of lot (16) sixteen, in the seventh range of the primitive survey of said township, and now known on the official plan and book of reference of the said township as lot number eight hundred and two (802) (save and except therefrom the north fifty acres belonging to one George Schoolcraft et uxore); bounded as follows: on the north by the land owned by said Schoolcraft, on the east by the highway and part of lot 803, south by part of lot 799, on the west by the concession line of the sixth and seventh ranges of said township.

2. Lot number eight hundred and one (801), of said official plan and book of reference of said township of Potton (save and except one acre belonging to one Chas. H. Daine); bounded north east by lot 806, north west by the public highway, south by parts of lots 799 and 800 of said township.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cajetan de Potton, at Mansonville so called, in the county of Brome and district of Bedford, on the TENTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriffs' office, Sheriff.
Sweetsburg, 23rd February, 1909. 1046
[First published, 27th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } DAVID C. HORNER,
District of Bedford, } of the village of Granby,
No 6660. } and WALTER C. HORNER,
of the township of Brome, both in the district of Bedford, manufacturers and there carrying on trade and business as such in co partnership under the firm, name and style of "D. C. Horner & Son", Plaintiffs; against the lands and tenements of J. ARTHUR FONTAINE, of the town of Farnham, in the district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land forming part of the first range of the east part of the township of Farnham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said east part of the township of Farnham, as number two hundred and sixteen (216)—with all buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Vincent, at Adamsville so called, in the county of Brome and district of Bedford, on the SIXTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 23rd February, 1909. 1044
[First published, 27th February, 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

(Cour de Circuit pour le comté du Lac Saint-Jean, siégeant à Hébertville, Chicoutimi, à savoir :) **JOSEPH ANGERS & No 351. STANLEY TREMBLAY**, tous deux marchands, du village d'Hébertville Station, y faisant affaires en société sous la raison sociale de "Angers & Tremblay", Demandeurs ; contre **CYRILLE GOSSELIN**, boulanger, du même lieu, Défendeur.

Un terrain et emplacement situé au village d'Hébertville Station, faisant partie du lot No sept A (part. 7a) du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Labarre, mesurant 55 pieds de front sur cent pieds de profondeur ; borné à l'est par Israël Paradis, au nord à la rue privée, au sud et à l'ouest à Onésime Couture—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à DIX heures de l'avant midi, à la porte de l'église de la Station d'Hébertville, le **VINGT-DEUXIEME** jour d'AVRIL 1909.

THOMAS BOSSE,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 15 mars 1909. 1371
Député Shérif.
[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure. **ALFRED CARCAUD, JOSHUA MOURANT et ADOLPHUS DE GRUCHY SUTTON**, tous de l'île de Jersey, en Europe, marchands et associés, faisant affaires comme tels à Paspébiac dans le comté de Bonaventure et ailleurs dans la Puissance du Canada, sous les nom et raison de "LeBoutillier Brothers," Demandeurs ; contre les biens et effets, terres et tenements de **RAPHAEL AUBUT**, fils de Germain, de Nouvelle, dans le canton de Hope, dans le susdit comté de Bonaventure, pêcheur et cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre étant partie du lot primitif No 16, dans le troisième rang du canton de Hope ; borné en front par le chemin de front, à l'est par le lot de cadastre No 640, au nord par le chemin du quatrième rang, et à l'ouest par le lot de cadastre No 642, mesurant une chaîne et quarante-trois chaînons de front sur quatre-vingt-deux chaînes de profondeur, contenant onze acres et trois quarts (11 $\frac{3}{4}$) d'un acre en superficie, maintenant connu au livre de renvoi pour le dit canton de Hope, sous le numéro de cadastre 641—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Godfroi de la Nouvelle, le **TROISIEME** (3e) jour de MAI prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, New Carlisle, 13 mars 1909. 1341
Shérif, C. B.
[Première publication, 20 mars 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

(Circuit Court for the county of Lake Saint John, sitting at Hébertville, Chicoutimi, to wit :) **JOSEPH ANGERS & No. 351. STANLEY TREMBLAY**, both merchants, of the village of Hébertville Station, there doing business in co-partnership, under the firm name of "Angers & Tremblay", Plaintiffs ; against **CYRILLE GOSSELIN**, baker, of the same place, Defendant.

A piece of land or lot situated in the village of Hébertville Station, forming part of lot No seven A (part 7a), of the official cadastre for the second west range of the township Labarre, measuring 55 feet in front by one hundred feet in depth ; bounded on the east by Israël Paradis, on the north by the private road, on the south and west by Onésime Couture—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at **TEN** o'clock in the forenoon, at the church door of Hébertville Station, the **TWENTY SECOND** day of **APRIL**, 1909.

THOMAS BOSSE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, 15th March, 1909. 1372
[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Circuit Court.

Canada, Province of Québec, District of Gaspé, County of Bonaventure. **ALFRED CARCAUD, JOSHUA MOURANT and ADOLPHUS DEGRUCHY SUTTON**, all of the island of Jersey, in Europe, merchants and copartners, carrying on as such trade and commerce, at Paspébiac, in the county of Bonaventure, and elsewhere in the Dominion of Canada, under the name and firm of **LeBoutillier Brothers**, Plaintiffs ; against the goods and chattels, lands and tenements of **RAPHAEL AUBUT**, son of Germain, of Nouvelle, in the township of Hope, in the county of Bonaventure aforesaid, fisherman and farmer, Defendant.

A lot of land being part of the primitive lot No. 16, in the third range of the township of Hope ; bounded in front by the front road, on the east by the cadastral lot No. 640, on the north by the road of the fourth range and on the west by cadastral lot No. 642, measuring one chain and forty three links in front by eighty two chains in depth, containing eleven acres and three quarters of an acre (11 $\frac{3}{4}$), in superficies, and now known on the book of reference for the said township of Hope, under the cadastral No. 641—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Godfroi de la Nouvelle, on **THIRD** (3rd) day of **MAY** now next, ensuing at **ELEVEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff, C. B.
New-Carlisle, 13rd March, 1909. 1342
[First published, 20th March, 1909.]

· FIERI FACIAS DE TERRIS

LOUIS MAYRAND.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

deux de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 23 février 1909. 1025.2

[Première publication, 27 février 1909.]

FERI FACIAS DE TERRIS.

LOUIS MAYRAND.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Sheriff's office,
 Saint Johns, 23rd February, 1909.
 [First published, 27th February, 1909]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **PHILIAS LESSARD**, De-
No 4428. } mandeur ; vs **GEORGE**
FONTAINE, Défendeur.

Un lot de terre connu sous le numéro dix-sept (17), du huitième rang du canton de Kilkenny, dans le comté de Montcalm, dans le district de Joliette, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton de Kilkenny, de la contenance de douze cents acres en superficie, plus ou moins ; borné en front par le septième rang, en profondeur par le neuvième rang, d'un côté par Joseph Blondin ou représentants, et de l'autre côté par J.-Bte. Courtemanche ou représentants—sans bâtisses, le dit lot ayant en totalité environ dix acres de front sur environ vingt acres de profondeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le **VINGT-NEUVIÈME** jour du mois de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 22 février 1909. 999.2

[Première publication, 27 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGES LEBEL**, com-
No 1088. } merçant de bois, et **HUBERT FORGUES**, entrepreneur menuisier, tous deux de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, et y faisant affaires ensemble et en société, comme commerçants et entrepreneurs, sous la raison sociale de "Lebel & Forgues", Demandeurs ; contre les terres et tenements de **DAME VICTORIA GOUGEON**, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Olier Jutras, agent, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

1° Un lot de terre situé en la ville de Maisonneuve, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses y érigées, faisant partie du lot de terre, connu sous le numéro vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatorze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant la dite partie ainsi saisie, quarante-cinq pieds de front par quatre-vingt dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par la rue Notre-Dame, au sud-ouest par l'avenue Pie IX, au nord-ouest par la balance ou résidu du dit lot numéro vingt-huit, et au nord-est par le lot numéro treize, des dits plan et livre de renvoi officiels.

2° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Sanguinet, d'un côté par la rue Emery, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro sept cent quatorze.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **PHILIAS LESSARD**, Plain-
No. 4428. } tiff ; vs **GEORGE FON-**
TAINE, Defendant.

A lot of land known under the number seventeen (17), of the eighth range of the township of Kilkenny, in the county of Montcalm, in the district of Joliette, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of the said township of Kilkenny, containing twelve hundred acres in area, more or less ; bounded in front by the seventh range, in depth by the ninth range, on one side by Joseph Blondin or representatives, and on the other side by J. Bte. Courtemanche or representatives without building—the said lot having in all ten acres in front by about twenty acres in depth.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, the **TWENTY NINTH** day of the month of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 22nd February, 1909. 1000

[First published, 27th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGES LEBEL**, lumber
No. 1088. } dealer, and **HUBERT FORGUES**, master joiner, both of the town of Saint Louis, district of Montreal, and there doing business together and in partnership, as traders and contractors, under the firm name of "Lebel & Forgues", Plaintiffs ; against the lands and tenements of **DAME VICTORIA GOUGEON**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Olier Jutras, agent, of the same place, and the latter in so far as need be to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant.

1. A lot of land situate in the town of Maisonneuve, county of Hochelaga, district of Montreal— with buildings thereon erected, forming part of the lot of land, known as number twenty eight, of the official subdivision of lot primitive number fourteen, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing the said portion thus seized, forty five feet in front by ninety feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by Notre Dame street, on the south west by Pius IX avenue, on the north west by the remainder or residue of the said lot number twenty eight, and on the north east by lot number thirteen, of the said official plan and book of reference.

2. A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal— with buildings thereon erected ; bounded in front by Sanguinet street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under number seven hundred and fourteen.

714

3° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées; borné en front par la rue Sanguinet, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro cent soixante et quinze.

4° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées; borné en front par la rue Sanguinet, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro six cent quatre-vingt-quatre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Montréal, 16 mars 1909

Député Shérif.

1373

[Première publication, 20 mars 1909]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cou Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Montréal à savoir: } HENRY EZEKIEL HART,

No 464.

} Hér., rentier, de la cité de Trois-Rivières, Demandeur; contre les terres et tenements de ROMEO PREVOST, de la cité de Montréal, et de sa succession, Défendeur.

Saisis comme appartenant à la succession du dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé dans le quartier Saint-Louis de Montréal, dite cité, contenant vingt et un pieds de largeur en front, et en arrière sur soixante-quatorze pieds de profondeur mesure anglaise, et composé des lots de terre ci-après décrits, savoir:

Un lot de terre faisant partie du lot numéro cent un (101), de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent deux (902) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant trois pieds de largeur, sur soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, tenant devant à la rue Drolet, en arrière à une ruelle connue sous le numéro cent neuf (109) de la dite subdivision, d'un côté au résidu du dit numéro cent un (101), appartenant à dame Morance de Rosay, épouse de Joseph Lévy alias Joseph-Charles-Emile Lévy, et de l'autre côté à la partie ci-après décrite du lot numéro cent deux (102), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902).

Un lot de terre situé au même endroit, faisant partie du lot numéro cent deux (102), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, contenant dix-huit pieds de largeur sur soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, tenant devant à la rue Drolet, derrière à la dite ruelle connue sous le numéro cent neuf (109), de la subdivision officielle du dit lot neuf cent deux (902), d'un côté à la partie ci-dessus décrite du lot numéro cent un (101), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902), et de l'autre côté au résidu du dit lot numéro cent deux (102), appartenant à Zotique Terriault ou représentants—avec une maison en pierre à bossés et autres bâtisses dessus érigées.

Avec le droit de mitoyenneté dans les pignons ou murs de division de la dite maison des deux côtés, dans toute leur longueur, y compris la moitié du terrain sur lequel ils reposent et y attachés.

De plus, avec droit de passage en commun avec qui de droit dans les ruelles connues et désignées sous les numéros cent huit (108), cent neuf (109) et quatre-vingt-trois (93), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902).

2° Un terrain situé dans le quartier Saint-André, de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal-Ouest, faisant partie du lot No 1531, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-

3. A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected; bounded in front by Sanguinet street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under the number six hundred and seventy five.

4. A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal with the buildings thereon erected; bounded in front by Sanguinet street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under the number six hundred and eighty four.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office,

Montreal, 16th March, 1909.

Deputy Sheriff.

1374

[First published, 20th March, 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers

Montréal, to wit: } HENRY EZEKIEL HART,

No. 464.

} Esq., gentleman, of the city of Three Rivers, Plaintiff; against the lands and tenements of ROMEO PREVOST, of the city of Montreal, and of his estate, Defendant.

Seized as belonging to the estate of the said defendant, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land situate in Saint-Louis ward of Montreal, said city, containing twenty one feet in width, in front, and in rear seventy four feet in depth, english measure, and composed of the lots of lands hereinafter described, as follows:

A lot forming part of lot number one hundred and one (101), of the official subdivision of lot number nine hundred and two (902), on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward, of the city of Montreal, containing three feet in width by seventy four feet in depth, english measure, adjoining in front, Drolet street, in the rear a lane known under the number one hundred and nine (109), of the said subdivision, on one side the remainder of the said number one hundred and one (101), belonging to dame Morance de Rosay, wife of Joseph Levy, alias Joseph-Charles-Emile Levy, and on the other side the portion hereinafter described of the lot number one hundred and two (102), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902).

A lot situate in the same place, forming part of lot number one hundred and two (102), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902), on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, of the city of Montreal, containing eighteen feet in width by seventy four feet in depth, english measure, adjoining in front Drolet street, in the rear the said lane known under the number one hundred and nine (109), of the official subdivision of the said lot nine hundred and two (902), on one side the portion hereabove described of lot number one hundred and one (101), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902), and on the other side the remainder of the said lot number one hundred and two (102), belonging to Zotique Terriault or representatives—with a rough stone house and other buildings thereon erected.

With a party right (*droit de mitoyenneté*) in the gables or division walls of the said house on both sides, throughout their length, including the half of the ground on which they rest and attached thereto.

Moreover, with a right of way in common with every one concerned in the lanes known and designated under the numbers one hundred and eight (108), one hundred and nine (109), and ninety three (93), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902).

2 A lot of land situate in Saint Andrew's ward, of the city of Montreal, registration division of Montreal West, forming part of lot No. 1531, on the official plan and book of reference of Saint

Antoine, de la contenance de vingt-cinq pieds, quatre pouces de largeur sur la rue Sainte-Catherine, en front, et de vingt-cinq pieds et trois pouces de large à la profondeur, formant une superficie de deux mille deux cent cinquante-deux pieds, joignant d'un côté à Dame Marie Rhea Berthe Prevost-Berthelot, et d'autre côté aux héritiers d'Amable Oscar-Alexandre Prevost—avec les bâtisses y érigées.

3° Un terrain situé sur la rue Saint-Antoine, à Montréal, et faisant partie du lot numéro officiel 1552, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, dans la division d'enregistrement de Montréal-Ouest, de la contenance de vingt-neuf pieds de large, sur la rue Saint-Antoine, en front, et trente pieds et huit pouces dans la profondeur, sur cent soixante-seize pieds de longueur, le tout mesure française, et sans garantie de mesures précises, joignant d'un côté au lot officiel No 1551, du même cadastre, et de l'autre côté à la partie du dit lot No 1552, appartenant aux enfants d'Oscar-Alexandre Prevost—avec les édifices y érigés.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 17 mars 1909. 1:51
[Première publication, 20 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } M TRES ROBILLARD &
No 506 } M TETREAU, de Montréal, avocats sur distraction de frais, dans une cause où Dame Onésime Cyr, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Giroux, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, était Demanderesse; et le dit NAPOLEON GIROUX, était Défendeur.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Labelle, connu et désigné sous le numéro neuf cent treize (913), de la subdivision du lot numéro sept (7), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 février 1909. 939.2
Première publication, 20 février 1909, est nulle.
[Première publication, 27 février 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L APORTE, MARTIN &
No 3540. } L CIE., LIMITÉE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de FRANCOIS GROLEAU et OVILA GROLEAU, tous deux du même lieu, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit François Groleau, les immeubles suivants, savoir:

Deux lots de terre contigus situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro cent quatre-vingt-neuf et cent quatre-vingt-dix (189 et 190), de la subdivision officielle du lot numéro trente et un (31), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses dessus construites et faisant l'encoignure de la rue Notre-Dame Est et de la rue Davidson.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 23 février 1909. 1039.2
[Première publication, 27 février 1909.]

Antoine ward, containing twenty five feet four inches in width on Sainte Catherine street, in front and twenty five feet and three inches in depth, forming an area of two thousand two hundred and fifty two feet, adjoining on one side Dame Marie Rhea Berthe Prevost Berthelot, and on other side the heirs of Amable Oscar Alexandre Prevost—with the building thereon erected.

3. A lot of land situate on Saint Antoine street, in Montreal, and forming part of lot official number 1552, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, in the registration division of Montreal West, containing twenty nine feet in width, on Saint Antoine street, in front, and thirty feet and eight inches in the rear, by one hundred and seventy six feet in depth, all french measure, and without warranty of exact measure, joining on one side the official lot No. 1551, of the same cadastre, and on the other side the portion of the said lot No. 1552, belonging to the children of Oscar Alexandre Prevost—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th March, 1909. 1352
[First published, 20th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } M TRES ROBILLARD &
No. 506. } M TETREAU, of Montreal, advocates distracting for costs, in a cause in which Dame Onésime Cyr, of the city of Montreal, wife common as to property of Napoléon Giroux, joiner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, was Plaintiff; and the said NAPOLEON GIROUX was Defendant.

A vacant lot of land lying and situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal; bounded in front by the Labelle street, known and described under the number nine hundred and thirteen (913), of the subdivision of lot number seven (7), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 25th February, 1909. 940
First publication, 20th February, 1909, is nul.
[First published, 27th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L APORTE, MARTIN &
No. 3540. } L CIE., LIMITÉE, body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, in the district of Montreal. Plaintiff; against the lands and tenements of FRANCOIS GROLEAU and OVILA GROLEAU, both of the same place, Defendants.

Seized as belonging to the said François Groleau, the following immoveables, to wit:

Two contiguous lots of land situate in the city of Montreal, known and described under the numbers one hundred and eighty nine and one hundred and ninety (189 and 190), of the official subdivision of lot number thirty one (31), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, and forming the corner of Notre Dame street East and Davidson street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIRST day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 23rd February, 1909. 1040
[First published, 27th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : **HON. WILLIAM OWENS,**
No 7. **H** de la cité de Westmount,
dans le district de Montréal, un des sénateurs de
la Puissance du Canada. Demandeur ; contre les
terres et tenements de **WILLIAM C. PALMER,**
des cité et district de Montréal, marchand d'im-
meubles, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Maison-
neuve, comté d'Hochelaga, district de Montréal ;
borné en front par la rue Orléans, composé de deux
lots connus et désignés sous les numéros trois cent
trente-six et trois cent trente-sept, de la subdivision
officielle du lot numéro dix-huit (18-336 et 337), des
plan et livre de renvoi officiels du village incorporé
d'Hochelaga—avec maisons lambrissées en briques
sus-érigées, connues sous les Nos 435 à 445 de la
dite rue, et avec le droit de l'usage en commun
avec les autres personnes de la ruelle en arrière de
la dite propriété.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le **PREMIER** jour d'AVRIL pro-
chain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 23 février 1909. 1037.2
[Première publication, 27 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
née ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Magistrats.—Maniwaki.
Ottawa, à savoir : **JOHN DONOVAN,** Deman-
No 3016. **J** deur ; contre **FRANK**
LACHAPELLE, Défendeur, à savoir :

Lot numéro vingt-six (26), sur le côté sud de la
rue Comonda, dans le village de Maniwaki, district
d'Ottawa, connu comme lot No 318, conformément
à l'index des immeubles au bureau d'enregistrement
du comté de Wright, sur le plan du dit village de
Maniwaki, le dit lot étant borné au nord par la rue
Comonda, au sud par le lot 26, du côté nord par la
rue Tenesco, à l'est par la rue Champagne, et à
l'ouest par le lot 25, du côté sud de la rue Comonda—
avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,
dans la cité de Hull, le **vingtième** jour d'AVRIL
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 17 mars 1909. 1347
[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : **LA CITE DE QUEBEC ;**
No 3. **L** contre **JEAN-BAPTISTE**
DESROCHERS ES-QUALITÉ, à savoir :
Le lot No 3337 (trois mille trois cent trente-sept),

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : **HON. WILLIAM OWENS,**
No 7. **H** of the city of Westmount,
in the district of Montreal, one of the senators of
the Dominion of Canada, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **WILLIAM C. PALMER,**
of the city and district of Montreal, real estate
dealer, Defendant.

A certain lot of land situate in the town of Mai-
sonneuve, county of Hochelaga, district of Mon-
treal ; bounded in front by Orléans street, com-
posed of two lots known and designated as numbers
three hundred and thirty six and three hundred
and thirty seven, of the official subdivision of lot
number eighteen (18-336 and 337), on the official
plan and book of reference of the incorporated vil-
lage of Hochelaga—with the brick encased dwelling
houses thereon erected, known as Nos. 435 to 445
inclusive in said street, and with the right of use in
common with others in the lane in rear of said pro-
perty.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the **FIRST** day of **APRIL** next, at **ELEVEN**
o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 23rd February, 1909. 1038
[First published, 27th February, 1909]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Magistrates Court.—Maniwaki.
Ottawa, to wit : **JOHN DONOVAN,** Plaintiff ;
No. 3016. **J** against **FRANK LACHA-**
PELLE, Defendant, to wit :

Lot number twenty six (26), on the south side of
Comonda street, in the village of Maniwaki, district
of Ottawa, also known as lot No. 318, according to
index to immovables in the registry office of the
county of Wright, on plan for said village of Mani-
waki, said lot being bounded on the north by Co-
monda street, on the south by lot 25, of the north
side of Tenesco street, to the east by Champagne
street, and to the west by lot 25, of the south side
of Comonda street—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the registry office, in the city of
Hull, on the **TWENTIETH** day of **APRIL** next,
at **TEN** of the clock in the forenoon.

A. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 17th March, 1909. 1348
[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has
been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : **THE CITY OF QUEBEC ;**
No. 3. **T** against **JEAN-BAPTISTE**
DESROCHERS ES-QUALITÉ, to wit :
The lot No. 3337 (three thousand three hundred

du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Richelieu—circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière constituée de \$6.00, payable le 29 septembre, aux Dames Religieuses Ursulines de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 mars 1909. 1159.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **TELESPHORE DUBUC ;**
No 1710. } centre **CHARLES MOISAN,** à savoir :

Le lot No 32 (trente-deux), du cadastre officiel pour le village de Bienville, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Pierre—avec les bâties desus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00, payable le six janvier à sieur Napoléon Lamontagne, de Lévis.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 mars 1909. 1103.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : **IRENEE MORIN,** Deman-
No 2818 B. } deur ; contre **OSCAR GLADU** et al, Défendeurs.

Comme appartenant au dit demandeur :

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, en la concession Côte Saint-Pierre, étant le coin sud tenant le chemin public du lot numéro trois cent un (No 301), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, contenant quatre-vingts pieds de largeur sur un arpent et demi de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâties desus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le VINGT ET UNIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'après-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 18 mars 1909. 1369
[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **WILLIAM HOOPER,** failli ; et **JOHN J. GRIFFITH,** curateur,

and thirty seven), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Richelieu street—circumstances and dependencies ; subject to a constituted ground rent of \$6.00, payable the 29th of September, to the Ursuline Religious Ladies of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 4th March, 1909. 1160
[First published, 6th March, 1909.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **TELESPHORE DUBUC ;**
No. 1710. } against **CHARLES MOISAN,** to wit :

The lot No. 32 (thirty two), of the official cadastre for the village de Bienville, and being a lot of land situate on Saint Peter street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$10.00 payable the sixteenth of January to Sieur Napoléon Lamontagne, of Lévis.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 4th March, 1909. 1104
[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : **IRENEE MORIN** Plaintiff ;
No. 2818 B. } against **OSCAR GLADU** et al, Defendants.

As belonging to the said Defendant :

A piece of land situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, in the Côte Saint-Pierre concession, being the south end adjoining the public road of lot number three hundred and one (301), of the official cadastre of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, containing eighty feet in width by one arpent and a half in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, the TWENTY FIRST day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 18th March, 1909. 1370
[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **WILLIAM HOOPER,** Insolvent ;
No. 66. } and **JOHN J. GRIFFITH,** curator, pursuant to

conformément à l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec.

1. Cette étendue ou de morceau de terres et situé dans le village de Compton, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Compton, comme lot numéro soixante et huit (68); borné en front par le chemin public—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites. L'acquéreur aura le droit de l'eau dans les bâtisses, telle qu'elle s'y trouve, et aussi le droit de réparer les tuyaux ou conduits en bois qui conduisent la dite eau, ce privilège sera pour toujours;

2° Ces étendues ou morceaux de terre situés dans le canton d'Ascot, dans le dit district, et étant la moitié ouest du lot numéro dix, dans le huitième rang du dit canton d'Ascot, contenant cent acres de terre, plus ou moins, et l'allocation ordinaire pour chemins publics; aussi environ trois acres du bout nord ouest de la moitié est du dit lot numéro dix, dans le huitième rang, tels que les dits morceaux de terre se poursuivent et comportent, avec les améliorations faites. La dite propriété est bornée comme suit: au nord par la propriété de John Jackson, au sud par la propriété de Thomas Hooper, à l'est par la propriété de James Sheridan, à l'ouest par le chemin public connu comme chemin Wolsey, avec la réserve de toutes les mines, minéraux, minerais et substances métalliques dans et sur la dite terre, avec le droit de les chercher, travailler et enlever et autres droits.

Le morceau de terre ci-dessus en premier lieu décrit, pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi, et les morceaux de terre ci-dessus en deuxième lieu décrits, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lennoxville, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sherbrooke, 17 mars 1909. 1379
[Première publication, 20 mars 1909]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: **D**ANS l'affaire de No 65. **D** NELSON L. GOODHUE, failli; et JOHN J. GRIFFITH, curateur, conformément à l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec.

Tout ce morceau ou lot de terre, sis et situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier centre de la dite cité de Sherbrooke, comme lot numéro vingt-six (26); borné au nord par la rue Frontenac, ci-devant connue comme la rue Factory, —ensemble avec toutes les maisons, bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif. Shérif
Sherbrooke, 17 mars, 1909. 1377
[Première publication, 20 mars 1909]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: **I**N RE JOSEPH ERMIN, failli; et TELESPHORE BELANGER et GEDEON E. BEGIN, curateurs conjoints: conformément à l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec.

1° La bâtisse et tous les agrès et accessoires en général d'une beurrerie et fromagerie combinée, construit sur le lot numéro sept B (7 B), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de

article 879 of the code of civil procedure of the province of Québec.

1. That certain tract or parcel of land situate and being in the village of Compton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Compton, as the lot number sixty eight (68); bounded in front by the public highway—with all the buildings and improvements thereon. The purchaser shall have the right of the water in the buildings as it is, and also the right of repairing the pipes or logs that carry said water: this privilege shall be forever.

2. These certain tracts or parcels of land situate in the township of Ascot, in the said district and being the west half of the lot number ten, in the eighth range of the said township of Ascot, containing one hundred acres of land, more or less, and the usual allowance for highways; also about three acres of the north west end of the east half of the said lot number ten, in the eighth range, as the said parcels of land are and extend, with the improvements thereon made. The said property bounded as follows: north by the property of John Jackson, south by the property of Thomas Hooper, east by the property of James Sheridan, west by the highway known as the Wolsey road, with reserve of all the mines, minerals, ores and metallic substances, in on and upon said land, with the right of searching for, working and removing the same and other rights.

The parcel of land above firstly described, to be sold at the church door of the parish of Saint Thomas of Compton, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon, and the parcels of land above secondly described, to be sold at the church door of the parish of Saint Antoine of Lennoxville, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office. Sheriff
Sherbrooke, 17th March, 1909. 1380
[First published, 20th March, 1909.]

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: **I**N RE NELSON L. No. 65. **I** GOODHUE, insolvent; and JOHN J. GRIFFITH, curator, pursuant to article 879 of the code of civil procedure of the province of Québec.

All that parcel or lot of land, situate lying and being in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and being known and designated upon the official cadastral plan and book of reference for the centre ward of the said city of Sherbrooke, as the lot number twenty six (26); bounded on the north by Frontenac street, heretofore known as Factory street—together with all and every the house buildings and appurtenances thereon.

To be sold at my office in the city of Sherbrooke, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Sheriff
Sherbrooke, 17th March 1909. 1378
[First published, 20th March, 1909.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint-François, to wit: **I**N RE JOSEPH ERMIN, Insolvent; and TELESPHORE BELANGER, AND GEDEON E. BEGIN, joint curators: pursuant to article 879 of the code of civil procedure of the province of Québec.

1. The building and all the equipment and accessories in general of a combined butter and cheese factory, erected on the lot number seven B (7 B), of the official plan and book of reference of the

Wotton, pour les lots du deuxième rang du dit canton—avec ses dépendances, le terrain lui-même, savoir : le numéro sept B (7 B), est réservé pour Zacharie Bilodeau et représentants, dès que la dite fromagerie cessera d'opérer ou sera complètement enlevée.

2° Les bâtisses et autres dépendances servant à la fabrication du fromage, avec tous ses agrès, outils, tournants et mouvants en usage là—avec droits d'usage du terrain sur lequel la dite bâtisse est construite, savoir : sur un tiers d'acre en superficie, à être pris et détaché du lot numéro quinze (15), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Saint Camille, pour les lots du quatorzième rang du dit canton.

Pour être vendus, les immeubles en premier lieu décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hippolyte de Wotton, le TRENTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les immeubles en second lieu décrits, seront vendus le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 février 1909. 1021.2
[Première publication, 27 février 1909.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 mars 1909, de nommer MM. Hilaire Bray, pour le quartier No 2, et Mathias Blais, pour le quartier No 3, conseillers de la municipalité de la Pointe à Gatineau, comté d'Ottawa, en vertu des dispositions de l'article 329 du code municipal. 1383

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Beauce, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint Evariste de Forsyth ".

JEREMIE L. DECARIE,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 19 mars 1909. 1397

No 3999-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jude, dans le comté de Saint-Hyacinthe, les biens-fonds, ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jude, les numéros 2 et suivants, jusqu'à 36 inclusivement, les numéros 137 et suivants, jusqu'à 206 inclusivement, les numéros 210, 211, 213, 215, 217, 221, 223 et suivants, jusqu'à 293 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire, sous le nom de Saint-Bernard.

1343

cadastre of the township of Wotton, for the lots of the second range of the said township—with its dependencies, the lot itself to wit : the number seven B (7 B) is reserved for Zacharie Bilodeau and representatives, as soon as the said factory shall cease to operate or shall be completely removed.

2. The buildings and other dependencies used for the manufacture of cheese, with all the equipment, implements, revolving and moving machinery in use therein—with the right to make use of the land on which the said building is built, to wit : on the third of an acre in area, to be taken and detached from lot number fifteen (15), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Saint Camille, for the lots of the fourteenth range of the said township.

To be sold, the immovables firstly described, at the church door of the parish of Saint Hippolyte de Wotton, the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovables secondly described, will be sold on the SAME DAY, at the church door of the parish of Saint Camille, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd February, 1909. 1022
[First published, 27th February, 1909.]

Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, the 18th of March, 1909, to appoint Messrs. Hilaire Bray, for No. 2 ward, and Mathias Blais for No. 3 ward, councillors of the municipality of Pointe à Gatineau, county of Ottawa, in virtue of the provisions of article 329 of the municipal code. 1384

Government Notice

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Beauce, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the parish of Saint Evariste de Forsyth ".

JEREMIE L. DECARIE,
Minister of Agriculture.

Quebec, 19th March, 1909. 1398

No. 3999-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Jude, in the county of Saint-Hyacinthe, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Jude, the numbers 2 and following up, to 36 inclusively, the numbers 137 and following up, to 206 inclusively, the numbers 210, 211, 213, 215, 217, 221, 223 and following up to 293 inclusively, and to erect such territory into a school municipality, under the name of Saint-Bernard.

1344

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 8 mars 1909.

Vu le rapport de M. Jean Joseph Edmond Woods, l'un des inspecteurs des bureaux publics, asiles et prisons, dûment approuvé par le lieutenant-gouverneur, en date du 8 octobre 1908, le soussigné, secrétaire de la province, certifie, conformément aux dispositions de l'article 2892 S. R. P. Q., que l'école de réforme établie par le bureau des directeurs de "The Boys Farm and Training School", à Shawbridge, comté et district de Terrebonne, est en état de recevoir ceux des jeunes délinquants protestants qui peuvent être condamnés à la détention dans une prison de réforme, jusqu'au nombre de trente (30), inclusivement, et venant de n'importe quelle localité de la province.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1311

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Robert Lyell Warden, commis, George Richard Wilson, agent, Robert Taschereau, avocat, Théodore Gaston Charlebois, comptable, et William Horace Guiton, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Prendre et recevoir sur dépôts comme dépositaires pour la garde et l'emmagasinage de bijoux, pièces d'argent, argent, espèces, lingots, stocks obligations, garanties, papiers et documents, et en général toute sorte d'objets de valeur quelconque, et de louer des vaults, coffres de sûreté et autres objets de sûreté pour les usages, objets et bénéfices de la dite compagnie ; et pour avoir le pouvoir en général de faire exécuter toutes autres affaires et choses y ayant rapport et nécessaires pour promouvoir ces objets ;

Construire, maintenir et mettre en opération, ou louer des bâtisses et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage des biens personnels de toute nature et espèce ; agir comme agent, consignataire et dépositaire d'iceux, et prendre toute sorte de biens personnels en dépôt et en sûreté, aux conditions qui pourront être convenues, et faire des prêts sur iceux ;

Lorsque le montant dû pour l'usage d'aucun coffre de sûreté ou boîte dans les vaults de la compagnie n'aura pas été payé durant un an, la compagnie aura, après l'expiration de telle année, le droit d'envoyer à la personne ou personnes au nom de laquelle ou desquelles telle boîte ou coffre de sûreté sont entrés dans les livres de la compagnie, un avis par écrit contenu dans une lettre affranchie enregistrée, adressée à telle personne ou personnes à son adresse ou à leurs adresses respectives de bureau de poste, telles qu'entrées dans les livres de la dite compagnie, notifiant telle personne ou personnes que si le montant dû alors pour l'usage de tel coffre de sûreté ou boîte n'est pas payé sous soixante jours de la date de tel avis, la compagnie aura le droit de faire ouvrir tel coffre de sûreté ou boîte, conformément aux dispositions de cette section ; et si tel montant n'est pas payé sous soixante jours, la dite compagnie aura le droit de faire ouvrir tel coffre de sûreté ou boîte en la présence du président ou secrétaire de la compagnie et d'un notaire public, non officier ou employé de la dite compagnie, et les contenus d'iceux, s'il y en a, seront scellés par le dit notaire public dans un paquet sur lequel le dit notaire public marquera distinctement les noms et adresses de la personne ou personnes au nom ou noms desquelles tel coffre de sûreté ou boîte sont entrés dans les livres de la compagnie, et le paquet ainsi scellé et adressé et marqué pour identification par tel notaire public sera placé par tel notaire public dans un des coffres de sûreté ou boîtes de la dite compagnie ;

PROVINCE OF QUEBEC.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 8th March, 1909.

Considering the report of Mr. Jean Joseph Edmond Woods, one of the inspectors of public offices, asylums and prisons, duly approved by the Lieutenant Governor, on the 8th of October, 1908, the undersigned, secretary of the province, certifies, in conformity with the provisions of article 2892 R. S. P. Q., that the reformatory school established by the board of directors of "The Boys Farm and Training School", at Shawbridge, county and district of Terrebonne, is fitted for the reception of youthful offenders, professing the protestant religion, who may be sentenced to detention in a reformatory prison, to the number of thirty (30), inclusively, from any part of the province.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1312

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 15th day of March, 1909, incorporating Messrs. Robert Lyell Warden, clerk, George Richard Wilson, agent, Robert Taschereau, advocate, Theodore Gaston Charlebois, accountant, and William Horace Guiton, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To take and receive upon deposit as bailees for safe keeping and storing, jewellery, plate, money, specie, bullion, stocks, bonds, securities, papers and documents and generally all valuables of any kind whatsoever, and to lease and hire vaults, safes and other receptacles for the uses, purposes and benefits of said company ; and to have power generally to do and perform all other matters and things connected with and necessary to promote these objects ;

To construct, maintain and operate or lease suitable buildings and structures for the reception and storage of personal property of every nature and kind ; act as agent, consignee and bailee thereof, and take all kind of personal property for deposit and safe keeping, upon such terms as may be agreed upon, and make loans on the same ;

When the amount due for the use of any safe or box in the vaults of the company shall not have been paid for one year, the company may, after the expiration of such year, cause to be sent to the person or persons in whose name or names such box or safe stands upon the books of the company, a notice in writing contained in a postpaid registered letter, directed to such person or persons at his or their respective post office address or addresses, as recorded upon the books of said company, notifying such person or persons that if the amount then due for the use of such safe or box is not paid within sixty days from the date of such notice that the said company will then cause such safe or box to be opened in accordance with the provisions of this section ; and if such amount be not paid within sixty days, the said company may cause such safe or box to be opened in the presence of the president or the secretary of the company, and of a notary public, not an officer or in the employ of said company, and the contents thereof, if any, shall be sealed up by such notary public in a package upon which such notary public shall distinctly mark the names and addresses of the person or persons in whose name or names such safe or box stands upon the books of the company, and the package so sealed and addressed, when marked for identification by such notary public shall be placed by such notary public in one of the general safes or boxes of the said company ;

Agir comme agent de toutes personnes intéressées dans aucune débenture, obligation, hypothèque ou autre garantie, émise conformément à la loi par aucune municipalité ou autre corporation incorporée dans la province de Québec ou ailleurs ou par toute province du Canada, ou par la Puissance du Canada ;

Agir en général comme agent ou procureur de tout exécuter, curateur, administrateur, fidéicommissaire et autres pour la transaction d'affaires, l'administration de successions, le placement et perception d'argent, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, notes et autres garanties ;

Agir comme agent dans le but d'enregistrer, émettre et contre-signer les transferts et certificats de stocks, obligations, débentures, ou autres obligations de la Puissance du Canada ou aucune province d'icelle, ou de toute corporation, association ou municipalité ; et recevoir et administrer le fonds d'amortissement aux conditions qui peuvent être convenues ;

Examiner, faire rapport et auditer les livres, comptes, condition et position de corporations, sociétés et personnes lorsqu'il en sera requis ou autorisé par les dites corporations, sociétés ou personnes, et aussi lorsqu'il en sera requis par un ordre de la cour de juridiction compétente ;

Prêter de l'argent aux conditions qui seront jugées à propos, avec pouvoir de prendre des garanties pour icelui ou toutes autres dettes appartenant à la compagnie sur rentes foncières, de la Puissance, de la province, de l'Angleterre, de l'étranger ou de toutes autres garanties publiques, ou sur stocks, actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute corporation municipale ou autre ou sur objets emmagasinés ou garantis par la compagnie, ou sur telles autres sûretés ou garanties qui peuvent être jugées à propos, et acquérir par achat ou autrement aucun des susdits objets ou biens qui ont été mis en garantie avec la compagnie comme sûreté pour tel prêt ou dettes et les revendre ;

Prendre et exécuter tout mandat ayant pour objet l'émission, contre-signé, garantie, sûreté, vente ou achat de stocks, obligations, débentures et toutes autres obligations de dettes, soit meubles ou immeubles et aussi l'achat, vente, bail, et administration de tous les biens meubles et immeubles ;

Agir comme agents ou courtiers dans les affaires d'assurance maritimé, sur la vie, contre le feu, contre les accidents et en garantie, dans les affaires de donner protection aux patrons et employés et toute autre sorte ou classe d'assurance dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, bail, échange, loyer ou ou autrement les terres ou aucuns intérêts d'icelles ; ériger et construire des maisons, bâtiments ou travaux de toute description, sur toute terre de la compagnie ou sur toute autre terre, et de construire de nouveau, agrandir changer et améliorer les maisons existantes ; construire ou diriger l'administration et vente des biens, constructions et terres ; transiger sur commission les affaires en général d'agent d'immeubles ;

La compagnie peut acquérir toutes affaires semblables à celles faites par la compagnie et payer pour icelles en argent ou stock payé de la compagnie ;

La compagnie peut acheter des actions dans le capital action de d'autres compagnies, ayant les mêmes pouvoirs ou quelques-uns d'icelles, et de les payer avec le stock de la compagnie ;

La compagnie peut acheter les biens de toute autre compagnie semblable, et vendre tous les biens et en disposer, et peut accepter en paiement pour les mêmes actions dans d'autres compagnies ;

Faire toutes choses nécessaires, avant-guses, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucun des objets ou pour l'acquisition d'un ou plus des objets ci-dessus énumérés, ou ayant rapport aux pouvoirs ci-dessus nommés, ou qui paraîtront en

To act as agent of interested parties in respect of any debenture, bond, mortgage, hypothec or other security issued according to law by any municipal or other corporation incorporated in the province of Quebec or elsewhere, or by any province of Canada, or by the Dominion of Canada.

To act generally as agent or attorney of any executor, curator, administrator, trustee and others for the transaction of business, the management of estates, the investment and collection of money, rents, interests, dividends, mortgages bonds, bills, notes and other securities.

To act as agent for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures, or other obligations of the Dominion of Canada or any province thereof, or of any corporation, association or municipality ; and receive and manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon ;

To examine, report upon and audit the books, accounts, condition and standing of corporations, partnerships and individuals, when requested or authorized so to do by such corporations, partnerships or individuals, and also when required by an order of a court of competent jurisdiction ;

To lend money upon such terms as are deemed expedient, with power to take security for the same or any other indebtedness owing to the company upon real estate ground rents, Dominion, Provincial, British, foreign or any other public securities, or upon the stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any municipal or other corporation, or upon goods warehoused or pledged with the company, or upon such other securities or guarantees as are deemed expedient, and acquire, by purchase or otherwise, any of the aforesaid property or assets which may have been pledged with the company as security for such loan or indebtedness, and really the same ;

Assume and execute any mandate having for its objects the issuing, countersigning, guaranteeing, pledging, selling or purchasing of stocks, bonds, debentures and all other obligations of indebtedness, either real or personal ; and also the buying, selling, leasing and managing of all property moveable and immoveable ;

To act as agents or brokers in the business of marine, life, fire, accident and fidelity insurance, in the business of giving protection to principals employers and other kind or class of insurance in all its branches ;

To acquire by purchase, lease, exchange, hire or otherwise lands or any interest therein ; to erect and construct houses, buildings or works of every description, on any land of the company, or upon any other land, and to rebuild, enlarge, alter and improve existing houses ; the build or direct the management and sale of the property, buildings and lands ; to transact on commission the general business of a real estate agent ;

The company may acquire any business similar to that being carried on by the company and pay for the same in cash or paid up stock of the company ;

The company may purchase shares in the capital stock of other companies having similar powers or some of them and pay for the same in stock of the company ;

The company may purchase assets of any other similar company and sell and dispose of any assets and may accept in payment for same shares in other companies ;

To do all and everything necessary, suitable convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes, or the attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or incidental to the powers herein named, or which shall

aucun temps utiles ou avantageux pour la protection ou bénéfice de la corporation, soit comme actionnaires ou intéressés dans aucune propriété ou autrement, sous le nom de "Montreal Safe Deposit Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
1375 Secrétaire de la province.

at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in, any property or otherwise, under the name of "Montreal Safe Deposit Company", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the provincial secretary, this fifteenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
1376 Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Cascapedia Manufacturing and Trading Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session pour obtenir une loi afin d'autoriser "The Cascapedia Manufacturing and Trading Company", à prendre les droits accordés à "The New Richmond Lumber Company, Limited," par une loi de la législature de Québec, 3 Edouard VII, ch. 101, et pour sanctionner tous transferts d'aucun et de tous les dits droits accordés à la dite "Cascapedia Manufacturing and Trading Company", ou à toute personne en fidéicommiss pour la dite compagnie et pour tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour étendre les pouvoirs accordés par la dite loi à "The New Richmond Lumber Company."

J. B. LUCIEN MORAUD,
Procureur des requérants.
Québec, 15 février 1909. 1349

Avis est par les présentes donné que le lieutenant colonel Alfred E. Labelle, le major Léonard G. de Tonnancour et le major Ernest J. Peltier, et les autres officiers du 65^{ème} régiment de la milice du Canada, connu sous le nom de Carabiniers Mount-Royal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour être constitués en corporation comme association, dans le but de posséder et maintenir un arsenal régimentaire, dans la cité de Montréal, et pour d'autres fins se rapportant au régiment.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 mars 1909. 1359

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for an act to authorize the "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" to take over the rights granted to the New Richmond Lumber Company, Limited, by an act of the Quebec Legislature, 3 Edward VII, ch. 101, and to sanction all transfers of any and all of said rights that have been made to the said "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" or to any person in trust for said company and for all powers incidental thereto, and to extend the powers granted by the said act to the New Richmond Lumber Company.

J. B. LUCIEN MORAUD,
Attorney for applicants.
Quebec, 15th February, 1909. 1350

Notice is hereby given that the lieutenant colonel Alfred E. Labelle, major Léonard G. de Tonnancour and major Ernest J. Peltier and the other officers of the 65th regiment of the militia of Canada, known under the name of "Carabiniers Mount-Royal," will apply to the Legislature, at its present session, to be incorporated as an association for the purpose of owning and maintaining a regimental armoury, in the city of Montreal, and for other regimental purposes.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th March, 1909. 1360

Avis Divers

Cour Supérieure.—Québec.
No 2230.

Dame Malvina Plante, épouse commune en biens de Joseph Dion, journalier, tous deux de Saint-Raymond, dûment autorisée à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs
Joseph Dion, journalier, de Saint-Raymond,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seizième jour de mars 1909.

CIMON, SEVIGNY & PARENT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 17 mars 1909. 1367

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Québec.
No. 2230.

Dame Malvina Plante, wife common as to property of Joseph Dion, laborer, both of Saint Raymond, duly authorized to appear in judicial proceedings, by one of the Honorable judges of the superior court,
Plaintiff ;

vs
Joseph Dion, laborer, of Saint Raymond,
Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, the sixteenth day of March, 1909.

CIMON, SEVIGNY & PARENT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 17th March, 1909. 1368

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 121.

Dame Mezeliez Bellemare, de la paroisse de Saint Boniface de Shawinigan, district des Trois-Rivières, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Denis Gélinas, cultivateur, du même lieu.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 25 juillet 1908. 1391

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 121.

Dame Mezeliez Bellemare, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, district of Three Rivers, has instituted this day, an action in separation as to property against her husband Denis Gélinas, farmer, of the same place.

BLONDIN & DESY.
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 25th July, 1908. 1392

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re G. H. Thibault, Valleyfield Qué.,

Insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à nos bureaux, 55, Saint François-Xavier, le ou après le 6 avril 1909.

Toute contestation à ce dividende doit nous être produite avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
A. L. TURGEON.

Curateurs conjoints.

Bureaux de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1393

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Knott & Gardner, Montréal,

Faillis.

Avis est par le présent donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

A. W. WILKS,

Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
Montréal, 2 mars 1909. 1389

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. Vineberg & Co., Montréal,

Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 16e jour de mars 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis, sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

WILKS & MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
Montréal, 18 mars 1909. 1387

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 227.

In re David Siméneau, marchand, de Sainte-Sophie d'Halifax,

vs

Débiteur insolvable;

Dame veuve Noël Tardif,

Créancière requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Arthabaska.

JOS. I. MICHAUD,

Gardien provisoire.

Plessisville, 18 mars 1909 1385

Bankrupt Notices

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re G. H. Thibault, Valleyfield, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, 55, Saint-François-Xavier, on or after the 6th April, 1909.

Any contestation to said dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON

Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal. 1394

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Knott & Gardner, Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

A. W. WILKS,

Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
Montreal, 2nd March, 1909. 1390

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of A. Vineberg & Co., Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 16th day of March, 1909, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

WILKS & MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
Montreal, 18th March, 1909. 1388

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 227.

In re David Siméneau, merchant, of Sainte Sophie d'Halifax,

vs

Dame widow Noël Tardif,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has made, this day, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Arthabaska.

JOS. I. MICHAUD,

Provisional guardian.

Plessisville, 18th March, 1909. 1386

Avis est par le présent donné que Labadie & Moreau, de Saint-Romuald, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 16 mars 1909.

1381 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de R. Grenier, de Québec, épiciier, payable le ou après le 8 avril 1909.

1395 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Notice is hereby given that Labadie & Moreau, of Saint Romuald, have made an assignment of their property for the benefit of their creditors, on the 16th March, 1909.

1382 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the matter of R. Grenier, of Quebec, grocer, payable on and after the 8th April, 1909.

1396 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Alarie vs Shea, 693 ; Assali vs Salhani, 692 ; Audet vs Breault, 694 ; Bazinet vs Lépine, 691 ; Beauregard vs Palardy, 691 ; Bellemare vs Gélinais, 713 ; Chicoine vs Duranleau, 694 ; Côté vs Joncas, 693 ; Dalpé vs Richard, 692 ; Dubé vs Duc, 693 ; Fontaine vs Lisée, 693 ; Forget vs Lauzon, 691 ; Germain vs Germain, 692 ; Levasseur vs Auger, 693 ; Mahon vs King, 692 ; Marion vs Maurice, 692 ; Menard vs Durocher, 693 ; Parent vs Archambault, 692 ; Plante vs Dion, 712 ; Rivard vs Martineau, 694.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Ouimet vs Paquette, 694 ; Roberge vs Laflamme, 694.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES :—Kai-Kai-Ke, 676 ; Island Rapids, 676.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant av's, etc., 675.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 685 ; Conseil législatif, 683.

CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, 709.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Association des voyageurs de commerce de Montréal, 687 ; Carabiniers Mont Royal, 712 ; Cascapedia Manufacturing & Trading Co., 712 ; Compagnie de chemin de fer Québec & Saguenay, 690 ; Dow, William & Co, 689 ; Hamel, Jules Napoléon et uxor, 689 ; La cité de Montréal, 687 ; La société pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts au Canada, 691 ; La ville de Lévis, 689 ; Le Conservatoire National, 689 ; Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, 690 ; Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, 688 ; Montreal Jockey Club, 690 ; Municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel, 688 ; Redpath, Francis Robert et autres, 691 ; The Crown Trust Coy, 688 ; The Provincial Mutual Benefit Society, 689 ; The Saraguay Electric and Water Coy, 691 ; Yuile, David et autres, 690.

ÉCOLES DE RÉFORME :—The Boys Farm & Training School, 710 ; Sherbrooke, 678.

FAILLIS :—Bartley & Reid, 696 ; Boulais, 696 ; Grenier, 714 ; Knott & Gardner, 713 ; Labadie & Moreau, 714 ; Lanouette & Cie, 695 ; Marchand & Co., 695 ; Marieville Knitting Coy, 696 ; Phoenix Sundry Coy, 696 ; Scott, 697 ; Simoneau, 713 ; Stewart, 695 ; St. Pierre, 696 ; Thibault, 713 ; Vineberg & Co., 713.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Alarie vs Shea, 693 ; Assali vs Salhani, 692 ; Audet vs Breault, 694 ; Bazinet vs Lépine, 691 ; Beauregard vs Palardy, 691 ; Bellemare vs Gélinais, 713 ; Chicoine vs Duranleau, 694 ; Côté vs Joncas, 692 ; Dalpé vs Richard, 692 ; Dubé vs Duc, 693 ; Fontaine vs Lisée, 693 ; Forget vs Lauzon, 691 ; Germain vs Germain, 692 ; Levasseur vs Auger, 693 ; Mahon vs King, 692 ; Marion vs Maurice, 692 ; Menard vs Durocher, 693 ; Parent vs Archambault, 692 ; Plante vs Dion, 712 ; Rivard vs Martineau, 694.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Ouimet vs Paquette, 694 ; Roberge vs Laflamme, 694.

LEASE OF WATER POWERS :—Kai-Kai-Ke, 676 ; Islands Rapids, 676.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c 675.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 685 ; Legislative Council, 683.

FARMER'S CLUB :—FORMATION OF :—Parish of Saint Evariste de Fort yth, 709.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Association des voyageurs de commerce de Montréal, 687 ; Carabiniers Mont Royal, 712 ; Cascapedia Manufacturing & Trading Coy, 712 ; Quebec & Saguenay Railway Company, 690 ; Dow, William & Coy, 689 ; Hamel, Jules Napoléon et uxor, 689 ; The city of Montreal, 687 ; La société pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts au Canada, 691 ; The town of Lévis, 689 ; The National Conservatory, 689 ; Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, 690 ; Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, 688 ; Montreal Jockey Club, 690 ; Municipality of the village of Saint Joseph de Sorel, 688 ; Redpatch, Francis Robert and others, 691 ; The Crown Trust Coy, 688 ; The Provincial Mutual Benefit Society, 689 ; The Saraguay Electric and Water Coy, 691 ; Yuile David and others, 690.

REFORMATORY PRISONS :—The Boys Farm & Training School, 710 ; Sherbrooke, 678.

INSOLVENTS :—Bartley & Reid, 696 ; Boulais, 696 ; Grenier, 714 ; Knott & Gardner, 713 ; Labadie & Moreau, 714 ; Lanouette & Cie, 695 ; Marchand & Co., 695 ; Marieville Knitting Coy, 696 ; Phoenix Sundry Coy, 696 ; Scott, 697 ; Simoneau, 713 ; Stewart, 695 ; St. Pierre, 696 ; Thibault, 713 ; Vineberg & Co., 713.

LETTRES PATENTES :—Cie Industrielle de Sorel, 680 ; C. Meredith & Coy, 678 ; Montreal Safe Deposit Coy, 710 ; Starlight Mining Smelting & Developing Coy, 603 ; The Cobalt Island Coy, Ltd, 681 ; The Royal Arms Laundry Coy, 679 ; The Sherbrooke Jewellery Coy, 681.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots du canton Wakefield à Portland ouest, 681 ; Divers lots de Saint-Mathias au village de Richelieu, 676 ; Panet, 676 ; Saint-Bernard, 709.

NOMINATIONS :—Conseillers :—Municipalité des cantons unis de Rolette, Panet et Talon, 675 ; Pointe à Gatineau, 709.

Juges de paix :—Rimouski, Montréal, etc, 675 ; Juge de paix en vertu de l'article 2572, 675.

ORDRES DE COUR :—Dubé vs Deschamps, 697 ; Houle & Cie, 698 ; Morin vs Desmarais, 697.

RÉSOLUTION :—Conseil municipal du comté du Lac Mégantic, 694.

VENTES PAR LICITATION :—Demanche vs Grenier et al, 698.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEDFORD :—Horner & Son vs Fontaine, 700 ; Larose vs Schoolcraft, 700 ; La Banque des Cantons de l'Est vs Houle, 699 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Lamoureux, 699.

CHICOUTIMI :—Angers & Tremblay vs Gosselin, 701.

GASPE :—LeBoutillier et al vs Aubut, 701.

IBERVILLE :—Rivet vs the Canada Carbog, 702 ; Vanchesteing vs Montcalm, 702.

JOLLETTE :—Lessard vs Fontaine, 703.

MONTREAL :—Hart vs Prévost, 704 ; Laporte et al vs Groleau et al, 705 ; Lebel & Forgues vs Dme Gougeon, 703 ; Owens (Hon.) vs Palmer, 706.

OTTAWA :—Donovan vs Lachapelle, 706.

QUEBEC :—Dubuc vs Moisan, 707 ; La cité de Québec vs Desrochers, es-ql, 706.

RICHELIEU :—Morin vs Gladu et al, 707.

SAINT FRANÇOIS :—Beauchemin, failli, 708 ; Goodhue, failli, 708 ; Hooper, failli, 707.

LETTERS PATENT :—Cie Industrielle de Sorel, 680 ; C. Meredith & Coy, 678 ; Montreal Safe Deposit Coy, 710 ; Starlight Mining Smelting & Developing Coy, 682 ; The Cobalt Island Coy, Ltd, 681 ; The Royal Arms Laundry Coy, dry, 679 ; The Sherbrooke Jewellery Coy, 681.

SCHOOLS MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect :—Several lots of the township Wakefield to Portland west, 681 ; Several lots of Saint Mathias to village of Richelieu, 676 ; Panet, 676 ; Saint Bernard, 709.

APPOINTMENTS :—Councillors :—Municipality of the united townships of Rolette, Panet and Talon, 675 ; Pointe à Gatineau, 709.

Justices of the Peace :—Rimouski, Montreal, etc., 675 ; Justice of the Peace in virtue of article 2572, 675.

ORDERS OF THE COURT :—Dubé vs Deschamps, 697 ; Houle & Cie, 698 ; Morin vs Desmarais, 697.

RESOLUTION :—Municipal council of the county of Lake Megantic, 694.

SALES BY LICITATION :—Demanche vs Grenier et al, 698.

SHERIFFS' SALES :

BEDFORD :—Horner & Son vs Fontaine, 600 ; Larose vs Schoolcraft, 700 ; The Eastern Townships Bank vs Houle, 690 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Lamoureux, 699.

CHICOUTIMI :—Angers & Tremblay vs Gosselin, 701.

GASPE :—LeBoutillier et al vs Aubut, 701.

IBERVILLE :—Rivet vs The Canada Carbog, 702 ; Vanchesteing vs Montcalm, 702.

JOLLETTE :—Lessard vs Fontaine, 703.

MONTREAL :—Hart vs Prévost, 704 ; Laporte et al vs Groleau et al, 705 ; Lebel & Forgues vs Dme Gougeon, 703 ; Owen (Hon.) vs Palmer, 706.

OTTAWA :—Donovan vs Lachapelle, 706.

QUÉBEC :—Dubuc vs Moisan, 707 ; The city of Québec vs Desrochers es-ql, 706.

RICHELIEU :—Morin vs Gladu et al, 707.

SAINT FRANCIS :—Beauchemin, insolvent, 708 ; Goodhue, insolvent, 708 ; Hooper, insolvent, 707.

